



**CAHIER
CULTURE**
Michel Tremblay,
l'enfance de l'art



**CAHIER
PERSPECTIVES**
Les richesses birmanes
font taire les pays voisins

www.ledavoir.com

LE DEVOIR

VOL. CI N° 252

LES SAMEDI 6 ET DIMANCHE 7 NOVEMBRE 2010

2,44\$ + TAXES = 2,75\$

Et si on échangeait nos maires pour une semaine...

6 GRANDS PROJETS À MONTRÉAL

- Le CHUM et le CUSM
- La nouvelle salle de l'OSM
- Le tramway et le prolongement du métro
- Le Quartier des spectacles
- Projet immobilier des Bassins du Nouveau Havre
- L'échangeur Turcot



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

6 GRANDS PROJETS À QUÉBEC

- Amphithéâtre multifonctionnel
- Tramway et redéploiement du transport en commun
- Trois projets d'écoquartiers
- Forum universel des cultures et Jeux olympiques
- Prolongement de la promenade Samuel-De Champlain
- Salle de spectacle de Robert Lepage et agrandissement du Musée national des beaux-arts



MATHIEU BÉLANGER REUTERS

La rivalité Québec-Montréal ne date pas d'hier, mais rarement a-t-on autant comparé les deux villes pour autre chose que le hockey. *Le Devoir* a voulu savoir si la dichotomie se validait sur le plan politique. Regards croisés.

ISABELLE PORTER
JEANNE CORRIVEAU

Québec et Montréal — L'un est fonceur, colérique et impatient; l'autre conciliant, gentleman mais timoré. Les défauts de Gérard Tremblay sont les qualités de Régis La-

beaume et inversement. Qu'advierait-il si, le temps d'une semaine, on les changeait de place?

Montréal et Québec sont dirigées par des maires dont les styles sont aux antipodes. Plutôt porté sur la recherche d'un consensus, Gérard Tremblay est respectueux et intègre, estime l'ancienne présidente de la Chambre de commerce

du Montréal métropolitain, Isabelle Hudon. Mais son leadership, jugé trop mou, lui a valu de sévères critiques ces dernières années.

En revanche, Régis Labeaume a du cran. Isabelle Hudon le décrit même comme un «*entrepreneur dans l'âme*». «*C'est un homme qui peut sortir tout seul sans boussole de la brousse. Il gère sa ville comme un entrepreneur, tout comme sa vie et sa personnalité*», explique-t-elle.

Avec 25 sièges sur 27 au conseil municipal et près de 80 % des votes aux dernières élections, le maire de Québec a toutefois de la difficulté à

vivre avec de l'opposition, comme on a pu le constater cette semaine.

Lundi soir au conseil, il reprochait à la conseillère Anne Guérette de lui poser une «*question stupide*» et invitait les acteurs d'un sommet sur Saint-Roch à ne pas parler publiquement des problèmes du quartier. Mercredi, c'était au tour des fonctionnaires de se faire traiter de «*pleutres*» et d'«*incompétents*» tandis que le maire claquait la porte de l'Union des municipalités du Québec.

VOIR PAGE A 12: MAIRES

■ La chance d'avoir deux villes aussi dynamiques ■ Deux réalités économiques différentes ■ L'éditorial de Bernard Descôteaux > Pages A 8, A 9 et B 4

Haïti maintient l'alerte rouge

MÉLISSA GUILLEMETTE

L'ouragan *Tomas* a frappé la Perle des Antilles, faisant au moins six morts en plus de forcer le déplacement de nombreuses familles. Si le pays a vraisemblablement évité le pire, les Nations unies craignent que les intempéries d'hier n'aggravent l'épidémie de choléra qui y a déjà fait 442 morts.

Des vents forts et des pluies abondantes ont arraché des toits, causé des glissements de terrain et transformé certaines localités en mares d'eau ou en patinoires de boue, principalement

VOIR PAGE A 12: HAÏTI

À VOS MONTRES!

À 2h la nuit prochaine, nous reviendrons à l'heure normale. Il faudra donc reculer d'une heure montres, horloges, coucous et autres sabliers. Bonne nuit!

INDEX

Actualités..... A 3	Idées..... B 5
Annonces..... C 10	Monde..... C 9
Avis publics.. C 7	Mots croisés. D 5
Bourse..... B 2	Météo..... C 4
Carrières..... C 6	Perspectives. B 1
Décès..... C 10	Rencontres... D 4
Économie..... B 1	Sports..... C 10
Éditorial..... B 4	Sudoku..... C 3

100 ANS D'INTERVENTION DE L'ÉTAT EN CULTURE

De l'État censeur à l'État encenseur



Dans le cadre des 100 ans du *Devoir*, nous avons survolé le siècle en politique et en éducation, par le biais de cahiers spéciaux. Voici le dernier de la série, consacré cette fois à la culture. Le mardi 9 novembre, *Le Devoir* et l'Institut du Nouveau Monde tiendront d'ailleurs au Musée des beaux-arts de Montréal une table ronde sur les moments-clés de ces 100 ans de culture, en compagnie de panélistes chevronnés du milieu des arts.

ISABELLE PARÉ

1929 L'ombre des robes noires plane toujours sur le Québec. Une loi vient d'être votée pour soumettre à la censure toutes les affiches de cinéma, divertissement jugé encore douteux par le clergé. Au pays du Ouimetoscope, le gouvernement Taschereau récidive pourtant un an plus tard pour étendre sa censure à toutes les images liées aux «*vues animées*» imprimées dans les journaux. «*Je suggère*», lance Aldéric Blain, député de Dorion, que la loi s'étende aussi aux revues», rapporte alors *Le Devoir*. Magnanime, le premier ministre Louis-Alexandre Taschereau avisera les

VOIR PAGE A 12: CULTURE

■ 100 ans de culture au Québec en 8 pages Cahier G



NOUVEAU PROJET SUR LE PLATEAU

BUREAU DES VENTES
245, rue Maguire (coin Henri-Julien)
mil-n@samcon.ca
samcon.ca

Laurier Rosemont





pour
**Châssis en
aluminium (ASF)**
Ultraléger. Totalement unique.

Sous son extérieur sculpté, la A8 dissimule un perfectionnement inouï : le châssis *Audi Space Frame*. Composé d'aluminium hautement résistant, il est beaucoup plus léger que l'acier et pourtant plus rigide. Et comme les panneaux latéraux sont soudés au cadre, le châssis offre encore plus de solidité. Résultat : une amélioration radicale de la consommation d'essence, de la manœuvrabilité et des performances.

La toute nouvelle Audi A8



ACTUALITÉS

91,3
fm
TEMPS LIBRE
lundi au vendredi
16h30 à 18h00

WWW.RADIOVFM.COM



MARK BLINCH REUTERS

Les coûts combinés pour les polices de Toronto, de l'Ontario et la GRC ont été de 573,7 millions lors des sommets.

Sommets du G8 et du G20

Ottawa craignait la menace nucléaire

La facture totale s'annonce moins salée que le 1,1 milliard prévu

GUILLAUME
BOURGAULT-CÔTÉ
HÉLÈNE BUZZETTI

Ottawa — Le gouvernement conservateur était prêt à toute éventualité lors des sommets du G8 et du G20. Même à une menace nucléaire. Le relevé des dépenses dévoilé hier démontre ainsi qu'Ottawa a payé 1,3 million pour se prémunir d'une telle possibilité. Au final, le coût total des deux sommets s'annonce moins élevé que prévu, à 857,9 millions.

Les dépenses de 26 ministères et entités ont été dévoilées hier après-midi, à la veille d'un congé d'une semaine pour les députés. Le volumineux document propose une liste exhaustive de tous les coûts engendrés par les trois jours des sommets, du plus petit crayon au matériel technologique le plus sophistiqué.

On remarque notamment que le Bureau de la radioprotection, qui gère le Plan fédéral en cas d'urgence nucléaire, a bénéficié d'un copieux budget pendant les sommets. Au total, les documents déposés hier font état de dépenses de 1,3 million pour ce seul secteur. Une part importante de cette somme, soit 726 000 \$, a servi à verser des «salaires supplémentaires aux employés chargés de la protection contre les radiations».

Ces employés, par ailleurs, ont obtenu des outils supplémentaires pour s'acquitter de leur tâche. Ainsi, ils ont acheté un détecteur au germanium de grande pureté à haute énergie au coût de 93 372 \$. Ce détecteur, fabriqué par Canberra, une filiale de la française Areva, permet notamment de détecter les rayons gamma. Il est considéré comme la crème dans le domaine. Placé dans un sac à dos, le détecteur permet une inspection discrète des lieux et distingue

les radiations médicales des radiations suspectes.

Autre outil obtenu par le Bureau de la radioprotection: des dosimètres, au coût de 95 000 \$. Les dosimètres prennent généralement la forme d'un timbre électronique qu'une personne porte sur elle pour mesurer son niveau d'exposition aux rayonnements radioactifs. Soit il peut s'agir d'un timbre «passif», emmagasinant mensuellement l'information qui est envoyée à Santé Canada pour déterminer si les niveaux d'exposition cumulatifs d'une personne donnée sont sécuritaires, soit il peut s'agir d'un timbre «actif» of-

Le relevé des dépenses lors des sommets dévoilé hier démontre qu'Ottawa a payé 1,3 million pour se prémunir contre une éventuelle menace nucléaire

frant immédiatement une lecture du niveau d'exposition. Chacun de ces timbres peut coûter entre quelques centaines et quelques milliers de dollars.

Enfin, les employés du Bureau ont obtenu la reconfiguration du laboratoire nucléaire mobile au coût de 24 500 \$.

Le gouvernement a aussi consacré près de 70 000 \$ à la formation de psychologues au sein de l'équipe d'intervention psychosociale en cas d'urgence. Les fonctionnaires ont expliqué que cette équipe se tient sur le qui-vive pour offrir au public des services psychologiques en cas d'événements traumatisants.

Parmi les centaines de pages, on note que les crayons «biodégradables» offerts aux médias et aux délégués ont coûté plus de 30 000 \$ et que les Affaires étrangères ont offert pour 56 000 \$ d'épinglettes. Les épouses des chefs d'État ont reçu une réplique de la tour du CN d'une va-

leur de 2300 \$ chacune.

À la Défense nationale, on a notamment déboursé 300 000 \$ en médicaments, 30 000 \$ en bandages, 70 000 \$ en insecticides et désinfectants, 15 000 \$ pour des ustensiles de cuisine et plus de 70 000 \$ pour des fournitures d'hygiène personnelle.

Postes Canada a elle aussi engendré des dépenses supplémentaires à cause de ces sommets, soit 34 000 \$ pour mettre au point un plan sécuritaire d'envoi. L'Agence canadienne du revenu en a profité quant à elle pour remettre à neuf ses lecteurs pour la frontière, au coût de 18 000 \$.

Anecdote: le ministère de la Sécurité publique a déboursé 1,5 million de dollars pour retenir les services professionnels de Services de vérification Canada, qui a mené une vérification et confirmé l'admissibilité des dépenses engendrées dans le cadre des deux sommets...

Notons que le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ne s'est pas plié à l'exercice. Seul un paragraphe a été fourni en appui aux dépenses supplémentaires de 337 000 \$: «Les informations détaillées relatives aux dépenses du Service sont clas-

sifiées «Secret». Je suis donc dans l'impossibilité de faire une déclaration publique des détails tel que demandé», écrit le fonctionnaire.

Coût exact à venir

Il faudra attendre la fin de l'exercice financier actuel pour connaître l'exact coût des sommets du G8 et du G20, mais Ottawa calcule maintenant que la facture sera de 25 % moins élevée que le 1,1 milliard anticipé. Des «surprises» peuvent encore survenir, mais «ça ne devrait pas être considérable», indique-t-on.

Globalement, les Affaires étrangères ont monopolisé 122,6 millions du budget, la Sécurité publique, 273,5 millions (dont 144 millions pour payer la police de Toronto et 100 millions pour la police provinciale), et la Gendarmerie royale du Canada (GRC), quelque 329,7 millions. La Défense nationale a dépensé 29,3 millions, et les Travaux publics 32,1 millions.

À la GRC, 89,7 millions sont allés aux salaires des employés (dont 37 millions en heures supplémentaires), 65,2 millions à l'hébergement, 15 millions à la sécurité du périmètre (ce qui comprend les coûts de la fameuse clôture de métal et ses caméras de surveillance), et près de 44 millions aux repas.

Le Devoir

Enfouissement de sols contaminés

Écolosol ne sera pas poursuivie

La CPTAQ et la Ville de Mascouche confirment néanmoins qu'elles ne lui ont jamais donné d'autorisation

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

La Commission de protection du territoire agricole du Québec (CPTAQ) n'entend pas poursuivre la société Écolosol de Mascouche même si l'organisme provincial réaffirme qu'il n'a jamais autorisé cette société à enfouir des sols contaminés en permanence sur ses terrains.

De son côté, la Ville de Mascouche n'entend pas non plus poursuivre Écolosol même si elle a confirmé, elle aussi, n'avoir jamais autorisé autre chose que du «stockage» de sols contaminés, par définition temporaire, et non de l'enfouissement permanent.

Écolosol a demandé l'an dernier à Québec d'enfouir dans ses cellules les sols les plus contaminés au sens de la loi, sans les traiter comme le font ses concurrents. La demande est toujours à l'étude à Québec, où on la juge «problématique» pour des raisons politiques et administratives. Dans son rapport, le Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) a demandé à Québec de vérifier la légalité des activités de cette société, qui appartient à un des piliers de l'industrie de la construction, Tony Accurso, et à un homme d'affaires local, Normand Trudel.

Accurso a fait les manchettes après avoir invité sur son luxueux navire un des principaux membres du Comité exécutif de la Ville de Montréal. Son partenaire, l'homme d'affaires Normand Trudel, est une personne très proche du maire de Mascouche, Richard Marcotte, qui est le seul maire connu à avoir passé d'agréables vacances sur le même bateau. Normand Trudel a présidé jusqu'à l'an dernier une fondation créée par le maire Marcotte à partir des locaux de sa société de transport, qui obtient chaque année de nombreux contrats de cette municipalité.

Normand Trudel est aussi un pilier du financement du Parti libéral du Québec dans cette région. Il est sur la sellette depuis quelques jours avec le maire Marcotte à la suite de révélations de l'équipe d'Enquête de

Radio-Canada.

Du côté de la CPTAQ, la porte-parole, Marlène Thiboutot, a expliqué hier au *Devoir* que cet organisme n'entendait pas poursuivre Écolosol même si ses activités d'enfouissement n'ont jamais été autorisées en territoire agricole. La CPTAQ, indique Mme Thiboutot, n'a que quatre enquêteurs pour monter des dossiers. Cet organisme estime par ailleurs que, s'il forçait cette firme proche du parti gouvernemental à fermer ses portes, il n'est pas sûr du tout que ce territoire pourrait être retourné à l'agriculture parce qu'il s'y trouve précisément des sols contaminés.

Quant à la Ville de Mascouche, son directeur général, Luc Tremblay, nie que les liens entre l'homme d'affaires Normand Trudel et le maire Marcotte expliquent l'absence de poursuites contre Écolosol.

Selon M. Tremblay, si Mascouche n'a rien fait, c'est parce que ses conseillers juridiques estiment qu'Écolosol n'enfreint pas la réglementation municipale.

Au moment où Mascouche modifiait sa réglementation pour autoriser le «stockage» de sols contaminés dans le secteur d'Écolosol, ce terme légalisait la présence des cellules d'enfouissement contenant les toxiques que le ministère de l'Environnement du Québec y avait enfouies sur le terrain voisin d'Écolosol. À cette époque tout comme maintenant, précise le directeur général de la Ville, la durée du «stockage» n'était pas précisée. Or, donne-t-il comme exemple, les sols contaminés enfouis par le ministère de l'Environnement sont là depuis bien plus longtemps que ceux d'Écolosol et personne ne demande de les sortir de là.

C'est par la suite, soit au début des années 2000, précise Luc Tremblay, que le ministère a donné deux sens différents dans sa réglementation au stockage et à l'enfouissement permanent, une distinction qu'il ne faisait pas quand il a fallu autoriser par le zonage la présence de ses propres cellules sur des terrains voisins.

Le Devoir

Enfants soldats: Cannon ne bronche pas sur le cas Khadr

MARIE VASTEL

Ottawa — Si le Canada appuie la réhabilitation sociale des enfants soldats «qui ont été recrutés de façon illicite», la position du gouvernement quant au Canadien Omar Khadr, détenu à Guantánamo, ne change pas, a tranché le ministre des Affaires étrangères.

L'opposition a remis en question l'attitude du gouvernement dans ce dossier, hier, en accusant les conservateurs d'hypocrisie.

Selon le Bloc québécois et le Parti libéral, le gouvernement devrait respecter le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, qu'il a lui-même ratifié en 2000. Le document sur l'implication d'enfants dans les conflits armés appelle les pays signataires à traiter les soldats âgés de moins de 18 ans comme des victimes, en vertu de la justice internationale, et à assurer «leur pleine réinsertion sociale et leur plein rétablissement physique et psychologique».

Cet engagement d'Ottawa devrait s'appliquer dans le cas d'Omar Khadr, qui a été capturé en Afghanistan à l'âge de 15 ans, ont réclamé les deux partis, qui demandent en outre son rapatriement.

Le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon, a répliqué, aux Communes, que le Canada adhère au Protocole, mais que le cas Khadr est différent.

«Le Canada appuie la réadaptation des enfants en situation de conflits armés, qui ont été recrutés de façon illicite et utilisés dans le cadre des hostilités, notamment ceux qui ont été poussés à commettre des crimes», a-t-il plaidé.

Mais ce document n'empêche pas la poursuite en justice des enfants soldats, a-t-il souligné, en notant au passage que Khadr avait plaidé coupable, il y a deux semaines, à des accusations de meurtre, de conspiration et d'avoir été membre d'Al-Qaïda.

Le Devoir

2010

Université d'Ottawa

Prix d'excellence pour le leadership au Canada

University of Ottawa

Distinguished Canadian Leadership Awards



LAURÉATS DES PRIX D'EXCELLENCE POUR LE LEADERSHIP AU CANADA 2010

PRIX MERITAS-TABARET POUR
DIPLOMÉ EXEMPLAIRE 2010

Craig Kielburger

Défenseur des droits des enfants du monde



Antonine Maillet

Écrivaine et dramaturge acadienne



Hugh Verrier

Avocat de renom spécialiste du
financement des projets internationaux

La soirée sera présentée par Huguette Labelle, chancelier, et par Allan Rock, recteur de l'Université d'Ottawa.

Le mardi 23 novembre 2010, à 18 h, au Musée canadien de la nature à Ottawa.

Adrian Harewood, coanimateur de *CBC News Ottawa* à 17 h, 17 h 30 et 18 h, et de *CBC News Ottawa Late Night*, sera maître de cérémonie.

uOttawa

L'Université canadienne
Canada's universityAssociation des anciens
Université d'OttawaAlumni Association
University of Ottawa

ROGERS TV

BMR
GROUP

TRICO

Pour de plus amples renseignements, visitez le www.leadershipcanadien.uOttawa.ca

ACTUALITÉS



100 ans de chansons: le concours se poursuit

Samedi dernier, *Le Devoir* avait lancé une petite expérience: inviter les lecteurs à écrire un court texte pour raconter «leur» chanson québécoise, celle qui les a accompagnés dans un moment important.

Le concours avait été lancé par le journaliste et critique Sylvain Cormier, l'instigateur du grand spectacle *100 ans de chansons*, qui aura lieu le 25 novembre au Métropolis de Montréal pour célébrer le centenaire du *Devoir*.

Les textes reçus sont publiés sur notre site Internet et ils racontent un parcours varié et fascinant, de Robert Charlebois à Richard Desjardins, et de Renée Martel à la

chanson thème des *Joyeux troubadours!*

Les lecteurs du *Devoir* sont invités à poursuivre l'expérience jusqu'au lundi 22 novembre, jour où *Le Devoir* fera tirer parmi les participants deux paires de billets pour le spectacle du 25.

Le texte de Sylvain Cormier et les règlements du concours peuvent être consultés à l'adresse www.ledevoir.com/chansons. Tous les textes envoyés sont publiés sur le site à la suite du texte de Sylvain Cormier. On peut également envoyer sa contribution par courriel, à chansons@ledevoir.com.

Le Devoir

Réfection de l'échangeur Turcot

Le plan de Québec génère des tensions

Les élus montréalais critiquent le projet présenté hier par Sam Hamad

KATHLEEN LÉVESQUE

Le chemin s'annonce long pour le gouvernement du Québec s'il souhaite obtenir un consensus autour de son projet de réfection de l'échangeur Turcot. Avant même d'en dévoiler publiquement les contours, l'immense axe routier provoque des tiraillements politiques à Montréal, entraînant même l'expulsion d'un membre du comité exécutif.

La tension était palpable hier à l'hôtel de ville. En matinée, le chef de Projet Montréal, Richard Bergeron, qui a été exclu la veille de son poste de responsable de l'urbanisme au sein du comité exécutif, a annoncé qu'il partait en guerre contre le projet gouvernemental.

Puis, en après-midi, le ministre des Transports, Sam Hamad, est venu présenter ses plans aux élus. La chef de l'opposition officielle, Louise Harel, est sortie de la réunion en lançant que cette nouvelle version du projet avait été concoctée en vase clos sans prendre en compte la volonté des citoyens.

Pendant ce temps, le maire Gérard Tremblay rencontrait les membres du comité exécutif pour faire avaliser sa position. Par la suite, en conférence de presse, il a affirmé que son équipe accompagnera le gouvernement, mais s'attend à des bonifications au cours l'année de préparation des plans définitifs.

Pour Richard Bergeron, il est clair qu'il s'agit de deux visions qui s'affrontent. Il y a celle du gouvernement, que M. Bergeron qualifie de «passéiste» et qui considère l'échangeur Turcot comme une structure de béton à laquelle il faut simplement refaire une beauté. Et il y a celle qui était défendue jusqu'à maintenant par l'ensemble des élus de l'île de Montréal: une réfection réalisée dans un cadre plus large qui nécessite une vision du transport en commun, une application du discours sur le développement durable, un frein à l'étalement urbain et une réflexion sur la façon d'intégrer une gigantesque structure de béton dans un quartier habité.

Louise Harel n'a pas été tendre à l'endroit du gouvernement, qui n'a pas, selon elle, entendu les conditions non négociables qui avaient été établies il y a quelques mois. Le projet comporterait toujours des remblais hauts comme trois étages, faisant en sorte que les populations environnantes se sentent emmurées. De plus, aucune mesure de transport en



ANNIK MH DE CARUFEL LE DEVOIR

Le ministre Sam Hamad a présenté hier à huis clos aux élus montréalais le plan du gouvernement du Québec pour la réfection de l'échangeur Turcot.

commun n'aurait été projetée pour la durée des travaux (environ six ans).

«Ca reste un ouvrage d'ingénieurs qui ne s'inscrit pas dans un aménagement urbain», a-t-elle critiqué. «La note de passage n'est pas possible», a tranché Mme Harel, qui rappelle que d'autres projets autoroutiers ajoutent à l'inquiétude. C'est no-

«Ca reste un ouvrage d'ingénieurs qui ne s'inscrit pas dans un aménagement urbain. La note de passage n'est pas possible», a commenté Louise Harel

tamment le cas pour le pont de la 25, qui viendra «déverser» des milliers d'automobilistes des banlieues nord à compter de juin prochain.

Son collègue, Benoit Dorais, maire de l'arrondissement du Sud-Ouest, a prévenu qu'une résistance allait s'organiser. «On se prépare à faire sentir fortement au ministre qu'il aurait dû tenir compte davantage des demandes de la population», a indiqué M. Dorais.

Fourbir les armes

Du côté de Projet de Montréal, on fourbit les armes. Le parti a préparé un document

écrit avec des arguments pour ses militants, élus et alliés afin qu'ils écrivent ou fassent écrire des réactions aux articles dans les journaux, sur les blogs, Facebook et Twitter.

Dès mercredi, la directrice générale de Projet Montréal, Carole Dupuis, a fait parvenir un courriel de masse intitulé «Ultime effort» dont *Le Devoir* a obtenu copie. Aux «amis», Mme Dupuis explique que la position de Richard Bergeron n'est pas bien comprise par les médias

et qu'il faudrait donc répondre aux «confusions».

Ainsi, elle dit souhaiter qu'il y ait des interventions quotidiennes abordant différents angles: «courage et intégrité de Richard, consensus des Montréalais ignoré par Québec, abandon de Montréal par ses élus provinciaux [...], choix électoraliste plutôt que pour le bien-être collectif, rappel des enjeux de tous ordres, santé, dénonciation d'un investissement dans l'industrie du pétrole». Mme Dupuis souligne que ce sont les messages brefs qui sont les plus «percutants» et les plus «lus».

Elle joint une liste d'adresses électroniques de journalistes, de commentateurs, d'animateurs et de chroniqueurs. Aussi, Projet Montréal fournit une liste de questions qui peuvent être soulevées et les réponses qui devraient être servies. Par exemple, sur la question des coûts des idées de Richard Bergeron, les partisans sont invités à souligner que les estimations du ministère des Transports «ne reposent sur rien de solide» et que Québec veut ainsi «fabriquer une machine à émission de gaz à effet de serre et à étouffement de la ville par l'auto».

Bonne amélioration

Pour le maire Tremblay, le projet que le ministre dévoilera en détail mardi prochain constitue une bonification considérable par rapport à la première version. Il assure par ailleurs n'avoir obtenu rien de particulier pour Montréal en retour de son appui au projet.

M. Bergeron voit dans l'attitude adoptée par le maire une façon de s'incliner et une volonté de rejoindre «sa famille politique à Québec plutôt que d'être fidèle aux Montréalais».

Avec la collaboration de Jeanne Corriveau *Le Devoir*

MA MAISON MES EXPERTS
RÉNOVATION - DÉCORATION - AMÉNAGEMENT EXTÉRIEUR

Présentez cette publicité et recevez

20% DE RABAIS SUR TOUS LES ABAT-JOURS

UNION
Luminaires & Décor

Depuis 1914

* Rabais applicable sur le prix régulier. Cette offre est valide jusqu'au 20 novembre 2010.

NOUS FAISONS AUSSI LES RÉPARATIONS

8150, boul Décarie • 514 340-5000 • www.unionltg.com

POUR ANNONCER DANS CE GROUPEMENT, COMMUNIQUEZ AVEC SIMON LANOIE AU 514 985-3502 OU SLANOIE@LEDEVOIR.COM

JOURNÉES D'ESTIMATIONS GRATUITES

SAMEDI 13 NOVEMBRE ET DIMANCHE 14 NOVEMBRE 2010, de midi à 17h00.

À L'HÔTEL DES ENCANS AU 872 RUE DU COUVENT, MONTRÉAL

Nous sommes heureux d'annoncer que nos experts de Paris et de Montréal seront à votre disposition pour évaluer vos biens dans les domaines suivants :

- Art canadien et international
- Antiquités
- Grands vins millésimés
- Mode, bijoux et objets de luxe
- Art décoratif du XXème siècle
- Art asiatique, indien, africain, d'Océanie et sud-américain
- Livres rares, parchemins et collectables

VENDU

RIOPELLE, Jean-Paul, RCA (1923-2002) • 1 800 000\$
 SEREBRIAKOVA, Zinaïda Evgueniévna (1884-1967). Pastels • 1 495 000\$
 SUZOR-CÔTÉ, Marc-Aurèle de Foy, R.C.A. (1869-1937) • 400 000\$
 MITCHEL, Joan (1926-1992) • 384 000\$
 LEMIEUX, Jean-Paul (1904-1990) • 230 000\$
 DALI, Salvador (1904-1989) • 288 000\$
 BOUCHER, François (1703-1770) • 200 000\$
 DALLAIRE, Jean-Philippe (1916-1965) • 193 000\$

VENTES AUX ENCHÈRES

À L'HÔTEL DES ENCANS AU 872 RUE DU COUVENT, MONTRÉAL

MARDI 9 NOVEMBRE 2010 À 19H30
Art et Objets Décoratifs

MERCREDI 10 NOVEMBRE 2010 À 18H
MILITARIA

MERCREDI 10 NOVEMBRE 2010 À 19H30
Antiquités, Objets d'Art et Art Asiatiques
Mode, Bijoux et Objets de Luxe

EXPOSITION
Du vendredi 5 novembre aux jours des ventes, de midi à 17h00 au 872 rue du Couvent

Ces ventes aux enchères se feront simultanément sur place et EN DIRECT sur www.iegorg.net!

IEGOR

Plus d'informations sur www.iegorg.net

Tél. 1.514.344.4081 • 872 rue du Couvent • H4C 2R6 MONTRÉAL

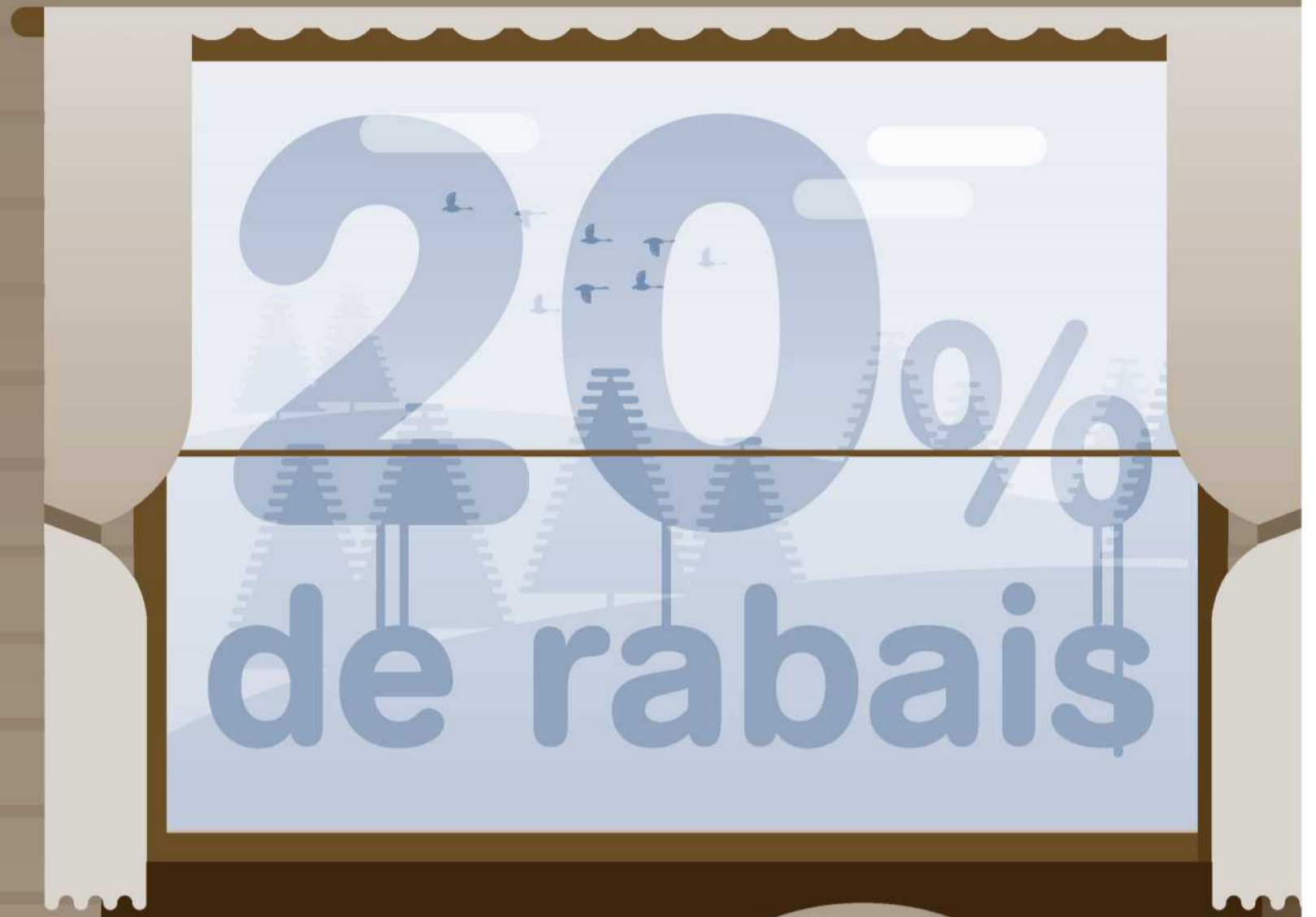
Chanel, Hermès, Louis Vuitton



porter

raffinée sur toute la ligne

20 % de rabais douilletts.



Voyagez confo à bord de Porter. 20 % sur tous les vols.
Vols au départ de Montréal. Réservez avant le 10 novembre 2010.
Mentionnez le code CONFO20. Trajets avant le 31 mars 2011.
Réservations au moins 7 jours à l'avance. Tarifs à partir de :

TORONTO 20 par jour 72* \$	HALIFAX 96* \$	ST. JOHN'S 120* \$	SUDBURY 112* \$	THUNDER BAY 96* \$
BOSTON 160* \$	CHICAGO 160* \$	MYRTLE BEACH Dès le 17 fév 208* \$	NEW YORK 97* \$	

Réservez en ligne ou contactez votre agent de voyages.

* À l'exclusion de la période du 16 décembre 2010 au 5 janvier 2011. Porter peut exiger un achat jusqu'à 21 jours à l'avance. L'aller simple en classe Fixe n'inclut pas les taxes, frais et surcharges. Ce tarif aller-simple n'exige pas l'achat d'un aller-retour. Les sièges à ce tarif sont en nombre limité et peuvent ne pas être disponibles sur tous les vols ou pour toutes les dates. Offre valable pour les nouvelles réservations seulement.

www.flyporter.com

ACTUALITÉS

Climat: l'armée canadienne se prépare à intervenir

Les effets du réchauffement climatique pourraient donner lieu à des « combats intensifs », dit l'armée

Les Forces canadiennes se préparent à intervenir aux quatre coins du globe en raison du réchauffement de la planète, qui provoquera une course aux ressources naturelles, des guerres régionales violentes et des catastrophes en cascade, révèle un document inédit.

ALEC CASTONGUAY

La lutte contre les changements climatiques n'est pas une priorité du gouvernement Harper, qui a souvent été accusé de nuire aux négociations internationales sur le sujet. Or, l'armée canadienne prend le phénomène très au sérieux. Elle s'attend au pire.

Ces révélations sont contenues dans un document de 176 pages, obtenu par *Le Devoir*, qui a été approuvé en janvier 2009 par l'état-major du quartier général de la Défense, à Ottawa. Intitulé «*L'environnement de la sécurité future 2008-2030*», le rapport est un résumé des menaces à venir et des possibles interventions militaires dans les prochaines années.

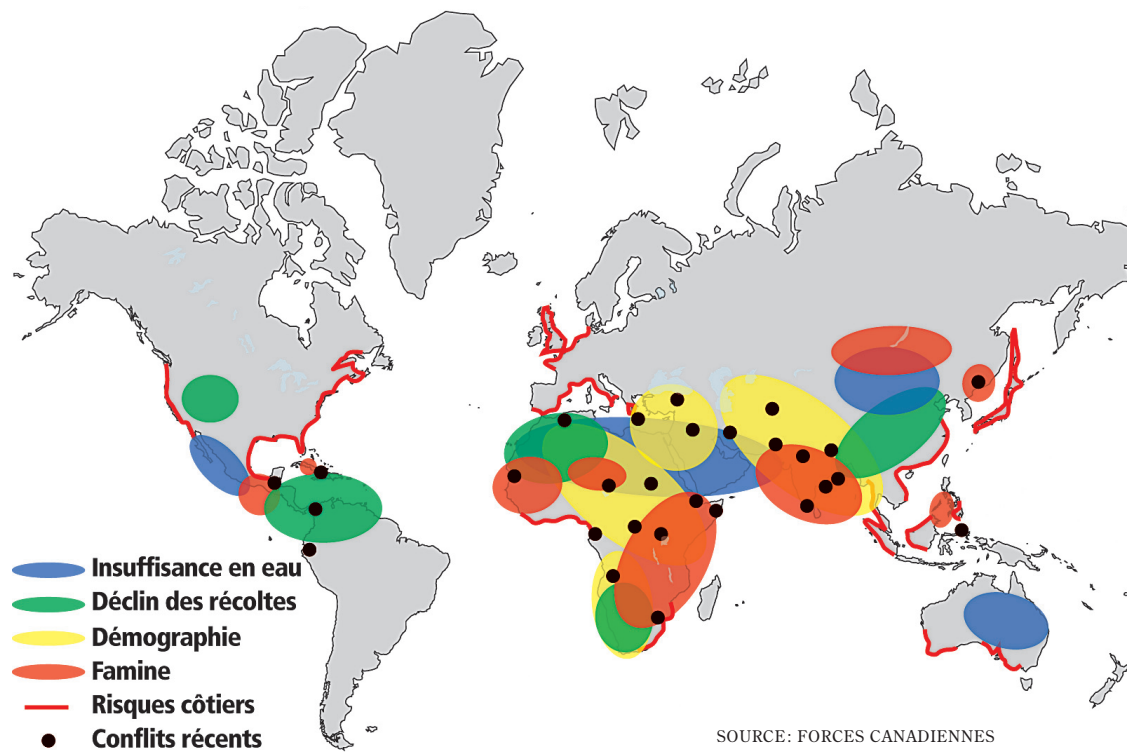
Dans son avant-propos, le chef du développement des Forces, le major général S.A. Beare, écrit qu'il s'agit d'un «*document de référence*» qui vise à «*fournir à l'institution de la défense une analyse faisant autorité sur les tendances géopolitiques, socio-économiques, environnementales, technologiques et militaires actuelles et émergentes qui ont une incidence sur l'environnement de sécurité*». Le rapport «*s'appuie sur une recherche approfondie*» qui permettra «*de travailler à la planification et au développement des forces de l'avenir*», peut-on lire. Le rapport complet est en ligne sur notre site Internet (www.ledevoir.com).

Parmi les nombreux facteurs de déstabilisation de la planète des 20 prochaines années, les changements climatiques occupent un chapitre complet du document. «*Les phénomènes météorologiques de plus en plus violents occasionnés par les changements climatiques un peu partout dans le monde exigeront de fréquentes interventions militaires allant des missions de secours aux victimes de catastrophes naturelles à des opérations de stabilisation à grande échelle*», écrivent les spécialistes, qui ont aussi eu recours à l'aide de plusieurs universitaires pour valider leurs conclusions.

Les pays fragiles en difficultés

Dans un graphique révélateur du document (voir ci-dessus), on constate que les points

ZONES DE TENSION À SURVEILLER



SOURCE: FORCES CANADIENNES

chauds actuels de la planète, mais aussi ceux à venir, se regroupent de part et d'autre de l'équateur. «*A mesure que les impacts négatifs de ces phénomènes affecteront les pays en développement, déjà aux prises avec des difficultés économiques et des troubles sociaux, les tensions et les facteurs d'instabilité déjà existants s'accroîtront*», affirme le rapport.

Les Forces canadiennes estiment que la bagarre pour le «*contrôle des ressources*», comme l'eau et la nourriture, se fera essentiellement par la voie diplomatique entre États. Sauf dans certains cas: «*Il est fort possible que certains d'entre eux agissent de manière agressive et irrationnelle pour défendre leurs intérêts égoïstes*», peut-on lire.

Des conflits pour le contrôle des ressources à l'intérieur des États fragiles, notamment avec des guérillas, sont à prévoir. «*Il sera probablement nécessaire de mener des missions humanitaires pour secourir les populations privées de tout à la suite d'une catastrophe, et éventuellement des missions de stabilisation ou de reconstruction si des troubles civils et l'instabilité entraînent des conflits entre des*

peuples», écrivent les stratèges militaires.

D'ici 2030, les problèmes environnementaux, ainsi que la pénurie d'eau et de nourriture, risquent de déstabiliser des régions entières, estime encore ceux-ci. «*Il se pourrait que les pressions causées par les migrations et les afflux de réfugiés ou de personnes déplacées entraînent une recrudescence de tensions ethniques, religieuses ou territoriales, de l'instabilité et peut-être l'effondrement d'États. Ces effets se manifesteront davantage dans les régions côtières (où habite 75 % de la population mondiale), surtout parmi les groupes de personnes, les secteurs de l'économie et les localités qui sont déjà sensibles économiquement ou écologiquement aux variations climatiques.*»

Des effets catastrophiques

C'est que les effets des changements climatiques seront sévères, affirment les analystes militaires. «*Ceux-ci auront des conséquences catastrophiques, notamment la fonte des calottes polaires, la hausse du niveau des mers, une désertification*

accrue et une diminution du rendement des cultures dans certaines régions (en particulier l'Afrique), la transformation des habitats, l'extinction de nombreuses espèces et une propagation accrue des maladies tropicales dans les zones tempérées. La montée du niveau des mers et la fonte des glaciers viendront sans doute augmenter la superficie des terres perdues, tandis que les infiltrations salines et la contamination réduiront l'accès aux ressources en eau potable.»

Par exemple, on prévoit que la productivité agricole en Afrique «*dégingolera*». «*La perte de terres arables due à la désertification entraînera une diminution de 50 % des récoltes.*» De plus, «*les glaciers de l'Himalaya disparaîtront sans doute d'ici 2035, ce qui privera d'une source majeure d'eau potable 750 millions d'habitants de la région Himalaya-Hindi-Kush et en Chine*», peut-on lire. En Europe, «*on pourrait assister au contraire à un refroidissement*».

Des émeutes de la faim, comme au printemps 2008 en Égypte, au Cameroun, en Éthiopie et en Côte d'Ivoire pourraient se multiplier. «*Ces émeutes de la faim [...] donnent un avant-goût des effets déstabilisateurs de l'insuffisance des ressources alimentaires et des crises humanitaires à venir, qui obligeront les pays occidentaux à intervenir pour empêcher une dégradation de la situation.*» Les analystes militaires concluent que les futures opérations pourraient donner lieu à des «*combats intensifs*».

Des opérations qui deviendront d'ailleurs de plus en plus difficiles à réaliser à mesure que le pétrole se fera rare. «*La diminution prévue des ressources en carburants fossiles et la montée simultanée des prix du pétrole obligeront le ministère de la Défense à trouver d'autres sources d'énergie pour les équipements militaires. La hausse des prix du carburant rendra prohibitifs les coûts d'entraînement, sans compter les coûts des opérations au pays même ou à l'étranger, ce qui grèvera un budget déjà serré. Il faudra en priorité effectuer des travaux de recherche et développement pour trouver des formes de carburants alternatifs.*»

Le Devoir

Le Gatteau
395\$
prix régulier: 616\$

couleurs : marron, rouge, typhon

Tous les modèles Kanuk en solde pendant 6 jours

Vous porterez votre manteau Kanuk avec plaisir, jour après jour, hiver après hiver. Un choix agréable, et raisonnable.

Magasinez directement à l'atelier Kanuk.

Solde KANUK

Directement à la manufacture du mercredi 10 novembre au lundi 15 novembre

485, rue Rachel Est, Montréal
QUANTITÉ LIMITÉE — PREMIER ARRIVÉ, PREMIER SERVI !

NOUVEAU!

Collection Kanuk 2011
Le Beauport
550\$
prix régulier: 650\$

Collection Kanuk 2011
Le Blainville
675\$
prix régulier: 752\$
Fourrure en sus

Le Morse
295\$
prix régulier: 710\$

couleurs : bleu acier, cyprès, marron, rouge

DEUX ÉTAGES DE SOLDES!

NOUVEAU!

Le Blencourt
475\$
prix régulier: 556\$

495\$

Grand choix de manteaux longs sélectionnés

495\$
prix régulier: 956\$ et plus
Quantité limitée

395\$

Très grand choix de manteaux sélectionnés

395\$
prix régulier: 598\$ et plus
Quantité limitée

485, rue Rachel Est, Montréal

FOULARD CADEAU

UNE VALEUR DE **40\$**

En échange de ce coupon, obtenez gratuitement un foulard polaire Kanuk de couleur unie au moment de l'achat d'un vêtement Kanuk de 400 \$ ou plus (avant taxes).

Un seul coupon par vêtement. Un seul vêtement par coupon. Valable au moment de l'achat seulement. Jusqu'à épuisement des stocks. Non négociable. Ne se combine à aucune autre offre. Nul après le 15 novembre 2010.

Mont-Royal

HEURES D'OUVERTURE DU SOLDE KANUK 2010

Mercredi 10 nov.	de 8 h à 21 h
Jeudi 11 nov.	de 8 h à 21 h
Vendredi 12 nov.	de 8 h à 21 h
Samedi 13 nov.	de 8 h à 17 h
Dimanche 14 nov.	de 8 h à 17 h
Lundi 15 nov.	de 8 h à 21 h

Nous acceptons : VISA, MasterCard, carte de débit et argent comptant.

QUANTITÉ LIMITÉE
PREMIER ARRIVÉ, PREMIER SERVI

ACTUALITÉS

Expansion du parc automobile au Québec

Les écologistes réclament d'urgence un bonus-malus

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

Cinq des principaux leaders environnementaux du Québec et diverses personnalités publiques, dont le doyen des chroniqueurs automobile du Québec, Jacques Duval, ont fait parvenir hier à quatre ministres québécois et au premier ministre Jean Charest une lettre dans laquelle ils réclament l'implantation urgente d'un système de malus-bonus au Québec afin d'infléchir la tendance du parc automobile à prendre de l'emboulement aux dépens du climat de la planète.

La Régie de l'énergie a demandé l'an dernier à l'Agence de l'efficacité énergétique d'élaborer divers scénarios de malus-bonus en vue de réduire la consommation de pétrole au Québec. Mais son plan n'est pas encore connu.

Pour la brochure d'écologistes et de personnalités qui signent cette pétition, comme «il est trop tard pour atteindre nos objectifs de Kyoto, nous sommes d'avis que l'implantation d'un tel système est urgente si nous voulons avoir la moindre chance de nous rapprocher de l'objectif de réduire nos émissions de 20 % en 2020 par rapport à 1990, comme le Québec s'est engagé à le faire».

Différents systèmes

Il existe différents systèmes de malus-bonus, expérimentés avec succès notamment en France et en Suède, où le système a rapidement enrayer l'achat de gros et luxueux véhicules énergivores. En vertu de ce système, les propriétaires de véhicules sont taxés ou détaxés en fonction de la consommation et des émissions de gaz à effet de serre (GES). C'est l'argent du «malus» imposé proportionnellement aux émissions des véhicules qui fi-

nance la subvention accordée par ailleurs aux propriétaires des véhicules les plus verts. Pour l'État, le bilan de l'opération est neutre fiscalement.

Les auteurs de cette lettre adressée aux ministres des Finances, des Transports, de l'Environnement et des Ressources naturelles et de la Faune, indiquent que le malus-bonus doit s'appliquer non seulement à l'achat des véhicules, mais aussi à l'immatriculation annuelle. Et l'argent du malus, écrivent-ils, pourrait aussi servir à l'essor du transport en commun.

Mauvaise direction

Pour l'instant, ajoutent les signataires de cette lettre aux ministres québécois — publiée intégralement aujourd'hui dans la page Idées — l'évolution récente des ventes et des immatriculations de véhicules au Québec mène à une conclusion inéluctable: «Nous nous dirigeons EXACTEMENT [sic] dans la mauvaise direction en ce qui a trait à la diminution de la consommation de carburant et de nos émissions de GES.»

Au Québec, les transports constituent la première source en importance d'émissions et, selon le dernier bilan 2007 du ministère du Développement durable, de l'Environnement et des Parcs, «l'augmentation des GES pour tous les types de transport confondus pour la même période est de 29 %, alors que celle du transport routier est de 37,02 %».

Les signataires démontrent ensuite à quel point les ventes d'utilitaires sport énergivores augmentent en raison des faibles prix de l'essence, alors que celui des automobiles stagne en comparaison et que celui des voitures vertes a même régressé.

Le Devoir

Transports: les ingénieurs québécois veulent réduire la consommation de pétrole de 30%

LOUIS-GILLES
FRANCŒUR

Le Réseau des ingénieurs québécois (RIQ) propose à Québec l'adoption d'un objectif de réduction de la consommation de pétrole dans les transports routiers de 30 % d'ici 2020 et de 60 % d'ici 2030.

Le RIQ estime à la fois ces objectifs réalistes et fortement justifiés, selon ce mémoire, disponible sur le site Internet de l'organisme. Cette analyse et les 35 recommandations du RIQ ont été élaborées en collaboration avec le physicien Pierre Langlois, auteur de *Rouler sans pétrole* (Multimondes).

«Les raisons [justifiant ces objectifs] sont multiples, lit-on dans le mémoire du RIQ. Tout d'abord, pour respecter nos engagements de réduction de 20 % des gaz à effet de serre à l'horizon 2020 par rapport à 1990. Par ailleurs, la réduction de 30 % de notre consommation de pétrole, que nous proposons pour 2020, contribuera à diminuer les fuites de capitaux liées à l'achat de pétrole à l'extérieur de la province, sachant que le prix a de fortes chances de s'emballer dans la prochaine décennie. Il ne faut pas voir ce défi comme une punition qu'on s'impose, mais plutôt comme une excellente occasion de s'enrichir tout en léguant un monde plus durable à nos enfants et petits-enfants.»

Pour le RIQ, qui représente 59 000 membres au Québec, les ingénieurs sont des «acteurs-clés» pour relever les défis qui s'annoncent en énergie, en environnement et sur le plan technologique. Ils soulignent que leur démarche s'inscrit dans le cadre du Plan d'action sur le développement des véhicules électriques que Québec a promis dans le dernier budget pour le début de l'été 2010 et dont on ne voit pas tomber les premières pages même en ce milieu d'automne.

Le Réseau des ingénieurs québécois propose de faire du Québec un chef de file dans le domaine des véhicules électriques, branchables et hybrides

Selon le mémoire, la demande en pétrole dépassera l'offre vers 2015, et peut-être même dès 2012 en raison de la soif insatiable de nouveaux joueurs comme la Chine. Il est donc urgent, écrivent-ils, d'amorcer une transition dont le public ne saisit véritablement pas encore l'urgence. Dans ce contexte, ajoutent-ils, «trouver d'autres pays exportateurs de pétrole pour approvisionner le Québec sera de plus en plus difficile» et l'achat de pétrole provenant des sables bitumineux demeu-

re à tous égards un «choix très contestable».

Véhicules verts

Il vaut mieux, dans ce contexte, écrivent-ils, non seulement prendre le virage des véhicules verts — tout électriques, branchables ou hybrides traditionnels —, mais se positionner comme un chef de file dans ce domaine en misant sur nos forces déjà acquises, comme les batteries Li-ion, très sécuritaires et à recharge rapide, sur les moteurs électriques compacts, légers et à haute efficacité, sur la construction de véhicules de transport collectif de nouvelle génération — y compris un

autobus électrique québécois! — ainsi que sur les biocarburants de deuxième génération au moyen de la gazéification.

Mais la production d'hybrides, de branchables, et de tout-électriques, ajoute le RIQ, «ne devrait pas permettre de réduire suffisamment la consommation de pétrole d'ici 2020 et 2030», de sorte qu'il faut voir plus large et inclure dans un plan d'ensemble une augmentation importante du transport collectif, la réduction de la consommation des camions lourds, le

transfert modal du transport des marchandises vers le train et les navires, la généralisation des biocarburants de 2^e génération, les transports actifs, le covoiturage et les changements dans nos habitudes de conduite, «sans compter les réaménagements urbains et le télétravail pour réduire les déplacements de personnes, de même que de meilleures pratiques de gestion des parcs de camions pour diminuer les voyages à vide ou les voyages n'utilisant qu'une partie de la capacité de chargement».

Intervenir

Si le Québec, concluent-ils, va plus vite que le Canada dans ce domaine, il doit accroître son niveau d'intervention s'il veut véritablement améliorer sa performance économique et environnementale par un plan performant, basé sur une planification à long terme, des actions gouvernementales structurantes et rapides.

Parmi les 35 nombreuses mesures proposées par le RIQ, on note un appui sans équivoque à la mise en place d'un système malus-bonus applicable autant à l'achat des véhicules qu'à leur immatriculation, comme le proposaient hier d'autres personnalités publiques (voir texte voisin).

Le Devoir



40^e

QUATRE ÉMISSIONS SPÉCIALES SUR L'ÉVOLUTION DE L'EXPLOITATION DES RESSOURCES.

FORESTERIE / PÊCHERIES / ÉLEVAGE / AGRICULTURE

LA SEMAINE VERTE, 40 ANS



DU 6 AU 28 NOVEMBRE SAMEDI 17 H

EN REDIFFUSION DIMANCHE 12 H 30

Radio-Canada.ca/lasemaineverte

Réal.-Coord.: Raynald Daoust

Sophie DOWNS
Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES
25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630
VIEUX-MONTRÉAL

Pour un dialogue science et société

Rencontres
de
l'Acfas

TABLE RONDE

**L'uranium au Québec :
richesse ou cadeau empoisonné?**

Mercredi 10 novembre 2010 de 19 h 00 à 21 h 00
au Musée de la civilisation de Québec, 85, rue Dalhousie, Québec

PANÉLISTES



Michel Duguay
Université Laval



Isabelle Gingras
Centre hospitalier de Sept-Îles



Normand Goulet
Université du Québec à Montréal



Patsy Thompson
Commission canadienne
de sûreté nucléaire

ANIMATRICE



Françoise Guénette
journaliste

Entrée gratuite avec réservation obligatoire : www.acfas.ca ou
514 849-0045, poste 261

Cette série de rencontres est rendue possible grâce au soutien des universités québécoises.

Association francophone
pour le savoir

Ministère de l'Énergie,
de l'Environnement
et des Parcs
Québec

LE DEVOIR

Captation par
Télé-Québec

La chance d'avoir deux villes aussi dynamiques

L'état d'esprit est différent, mais à moyen terme, Montréal et Québec auront grandement évolué. Il suffit de se projeter dans l'avenir.

JEANNE CORRIVEAU
ISABELLE PORTER

Québec semble sur une lancée pendant que Montréal peine à faire démarrer ses projets. Mais au-delà des perceptions, les deux villes font face au même défi pour les prochaines années: livrer la marchandise.

La rengaine est bien connue: Montréal piétine, embourbée dans sa «structurite» aiguë et aux prises avec une contestation quasi systématique de groupes de pression ou de citoyens lorsqu'un projet se pointe à l'horizon. Ce constat, maintes fois entendu ces dernières années, semble condamner Montréal à faire du surplace.

Natif de Québec, l'ancien ministre conservateur Michael Fortier ne partage pas cet avis. Selon lui, Montréal ne manque pas de projets prometteurs. S'il reconnaît que les chantiers sont pénibles — «Ça va être pire avec Turcot» — et que les projets n'avancent pas aussi vite qu'on pourrait le souhaiter, il importe, selon lui, de se projeter dans l'avenir. «Imaginez Montréal dans dix ans, avec deux hôpitaux universitaires de pointe, parmi les meilleurs en Amérique du Nord, avec le nouveau centre de recherche Sainte-Justine et l'autoroute 30 qui viendra désengorger le centre-ville», dit-il. Sa liste ne se termine pas là, car il y ajoute la nouvelle salle de l'Orchestre symphonique de Montréal, la transformation du silo n° 5 et le possible déménagement d'activités du port de Montréal vers Contrecoeur.

À Québec aussi, on attend des résultats. Blogueur sur le

populaire site Québec urbain dans la capitale, Gérald Gobeil craint pour sa part que Régis Labeaume ne pâtisse de l'ampleur des attentes qu'il a suscitées. «Ce qu'on a avec l'administration Labeaume, c'est un nouveau projet toutes les dix minutes. Ce que j'espère, c'est que les attentes créées par l'administration Labeaume ne pèteront pas au frette comme celles créées par Obama aux États-Unis. Si les gens sont déçus et que les ballounes pètent les unes après les autres, le danger, c'est qu'on risque de retourner 15 ans en arrière.»

Les choses changent

Néanmoins, l'état d'esprit est différent dans les deux villes. Le géographe Paul Villeneuve, qui s'est beaucoup intéressé à la rivalité Montréal-Québec dans ses recherches, publiait en 1981, dans les *Cahiers de géographie*, un article intitulé «La ville de Québec comme lieu de continuité» dans lequel il rappelait que, tôt dans son histoire, la capitale a constitué une force identitaire rassurante et stable tandis que Montréal demeurait insaisissable parce qu'elle était davantage influencée par des agents extérieurs.

Or voilà que les choses changent. «Il n'y a pas beaucoup de précédents historiques où il y avait beaucoup de dynamisme à Québec et de l'inertie à Montréal. Je crois que c'est une des premières fois», constate le chercheur.

Comment cela est-il possible? Pour le professeur Pierre J. Hamel, Montréal souffre du fait que ses comtés sont «figés à jamais» et acquis, soit aux libéraux, soit aux péquistes. «Comme il n'y a pas de gains à faire, Montréal ne fait pas l'objet d'opé-

QUÉBEC



ARCHIVES LE DEVOIR

Québec a, entre autres, d'ambitieux projets de construction d'écoquartiers et un tout nouveau plan de mobilité durable. Parmi les réalisations récentes, on note la superbe promenade Samuel-De Champlain (à droite).

ration séduction, tant de la part des libéraux que de celle des péquistes, observe-t-il. Ce n'est pas demain que les libéraux vont se faire élire dans la Pointe-de-l'Île et les péquistes dans Westmount.»

À cela s'ajoute évidemment le cauchemar structurel provoqué par les défusions. «La ville de Montréal est une bête atroce à gérer, lance le professeur Thierry Giasson, de l'Université Laval. C'est un fouillis administratif. Les élus municipaux ne sont pas responsables de la structure qu'ils ont héritée du gouvernement.»

Québec, à l'inverse, bénéficie des retombées d'une fusion réussie, avance Gérald Gobeil: «Le grand projet à Québec, ce n'est pas le Colisée, c'est la nouvelle ville. Non seulement la ville n'a que deux petites villes défusionnées en périphérie, mais le passage d'Andrée Boucher à la mairie de Québec a effacé toute volonté de relancer le débat.» Forte de cet avantage, Qué-

bec pourrait même obtenir son tramway avant Montréal, avance plus d'un observateur. Et ce, même si elle est en retard de deux ans sur Montréal pour ce qui est du diagnostic (le plan de transport de Gérald Tremblay date de 2008, le plan de mobilité durable de Régis Labeaume, de 2010). Et comme si ce n'était pas assez, le nouveau ministre

Québec bénéficie des retombées d'une fusion réussie alors qu'à l'inverse, Montréal vit un cauchemar structurel provoqué par les défusions

des Transports, Sam Hamad, est aussi responsable de la région de la Capitale-Nationale.

«C'est le moment où jamais, dit Gérald Gobeil. Quand même, nuance le blogueur, Québec est loin du consensus, comme on a pu le constater cette semai-

ne dans la grogne populaire contre l'ajout d'une voie réservée aux bus sur Robert-Bourassa, une autoroute déjà beaucoup trop congestionnée au goût des automobilistes de Québec.»

Interrogé à propos du tramway, le maire Tremblay rappelle que Régis Labeaume a longtemps été contre, mais que, pour lui comme pour d'autres, «c'est devenu plus qu'un transport en commun mais une façon de revitaliser les quartiers». Montréal, promet-il, aura son tramway à temps pour les fêtes du 375^e

de 2017. «Depuis quatre ans, nous avons investi près de 5 millions de dollars pour finaliser les plans. On voudrait lancer les travaux le plus rapidement possible.»

À Québec, le maire surveille Montréal de près et jure que sa ville n'aura pas un tramway

après la métropole. «Là où on en est actuellement, qu'ils ne mettent pas un sou pour un tramway à Montréal parce qu'ils vont mettre le même sou à Québec. On est prêts.»

Attirer les immigrants

La capacité de Montréal d'attirer les immigrants, mais également de les retenir, permet à la métropole de marquer des points, signale Isabelle Hudon, ex-présidente de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain. «Québec attire un pourcentage intéressant d'immigrants, mais c'est dans la rétention qu'ils ont un très gros problème: le taux est épeuramment bas. Je pense que le maire Labeaume et les élus doivent réfléchir sur les structures en place pour favoriser l'intégration. Les résidents de Québec doivent toutefois également se poser des questions.» Selon elle, l'accueil et l'ouverture des Montréalais

Tous les passagers vivent l'expérience du service Elite.
Verre de champagne • Choix de repas chauds • Vin au repas • Boissons non-alcoolisées • Collations • Service de services chauds • Siège en cuir • Primeurs cinématographiques • Écouteurs • Sac à dos pour enfants • Service courtois et amical

C'est le temps des vacances avec...
sunwing.ca
Vivez la différence

MEILLEURES AUBAINES DE L'AUTOMNE
à partir de **495\$**

Départs de Montréal • 1 semaine • tout compris

Puerto Plata Celuisma Playa Dorada Chambre Promo Champagne 27 novembre et 4 décembre	695\$
Holguin Playa Costa Verde Chambre 11 décembre	795\$
Jamaïque Breezes Resort & Spa Trelawny by SuperClubs Chambre vue montagne 28 novembre et 5 décembre	995\$

VENTE «AUTHENTICA CUBA» AUCUNE SURCHARGE DE CARBURANT

Santiago de Cuba Club Bucanero Chambre économique 25 nov. et 2 déc.	495\$
Manzanillo de Cuba Club Amigo Marea del Portillo Chambre supérieure 22, 29 nov. et 6 déc.	565\$

Contactez votre agence de voyages pour réserver vos vacances Sunwing!
Départs de Montréal. L'offre «Aucune surcharge de carburant» est d'une durée limitée et s'applique aux nouvelles réservations effectuées entre le 2 et le 8 nov. 2010 (inclusivement) pour des départs du 2 nov. 2010 au 31 jan. 2011 (inclusivement). L'économie indiquée de 20% par couple (100\$ par personne) est basée en occupation double sur des forfaits vacances sélectionnés à Cuba. L'offre ne s'applique pas aux réservations de vols seulement. Offre sujette à changement ou pouvant être retirée en tout temps sans préavis. Ne peut être jumelée à aucune autre offre ou promotion. Prix par personne en occupation double pour un séjour d'une semaine (à moins d'indication contraire) incluant taxes et frais relatifs au transport sauf la taxe locale payable au départ de certaines destinations. Prix applicables pour nouvelles réservations seulement et sujets à changement en tout temps sans préavis. Les prix n'incluent pas la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages de 3,50\$ par tranche de 1 000\$ de services achetés. Vols opérés par Sunwing Airlines. Veuillez consulter la brochure 2010/11 de Vacances Sunwing pour connaître les conditions générales. Titulaire d'un permis du Québec, 04/11/2010

Papeterie
Casse - Noisette

Nous tenons en inventaire L'AGENDA MODERNE, agenda MIGNON, Exacompta, Quo Vadis etc.
Agendas, papeteries fines, cartes, plumes et stylos, albums de photos, articles de bureau

445, rue St-Sulpice, Vieux-Montréal Téléphone : 514 845-4980
Heures d'ouverture :
du lundi au vendredi de 10 h 00 à 18 h 00
les samedis et dimanches de 10 h 00 à 16 h 30

Congédié?
Voyez
François Gendron
avocat
LL.L., M.A., Ph.D.
Vieux Montréal 514.845.5545

ABAT-JOUR ILLIMITÉS
L A M P S H A D E S

Obtenez **20 %** de rabais
(seulement sur présentation de cette annonce au moment de l'achat d'abat-jour)
Valide du 6 novembre au 5 février 2011

Plus de **5,000** abat-jour en magasin.

- Le plus grand choix au Canada.
- Service de recouvrement sur mesure.
- Apportez votre pied de lampe pour un ajustement parfait.

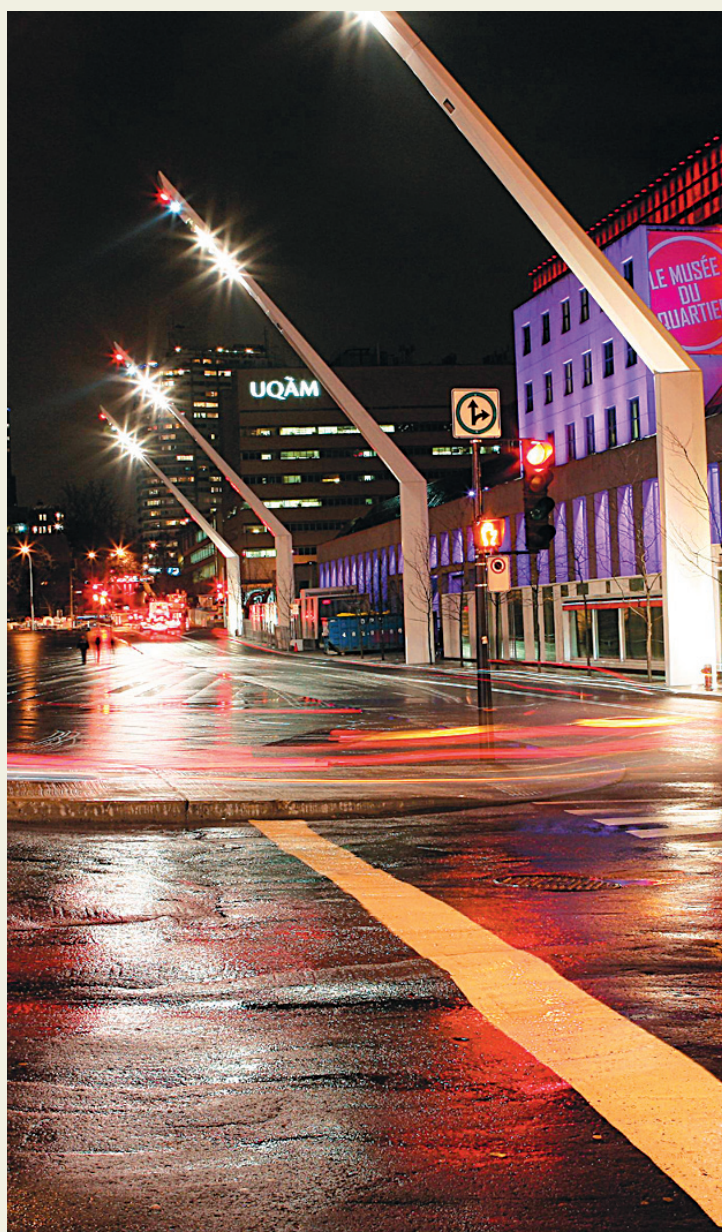
4875, Jean-Talon O. (près de Décarie) Montréal (Québec) H4P 1W7
(514) 344-8555 | Sans frais 1 (866) 747-8555 | www.abatjourillimites.ca

LES MAIRES ?

MONTRÉAL



Montréal a aussi d'ambitieux projets. Outre le CHUM et le CUSM, on pense entre autres au Quartier des spectacles, qui inclut la place des Festivals (à droite).



ARCHIVES LE DEVOIR

sur le monde jouent un rôle important dans la capacité de la métropole à garder ses nouveaux arrivants.

En matière d'éthique, la capitale semble toutefois avoir l'avantage. Québec n'a pas eu son scandale des compteurs d'eau (grâce à la bonne idée qu'ont eue ses fonctionnaires de fracturer les contrats) et le dernier rapport du vérificateur général lui attribue une très bonne note. Or rien n'est acquis en ces matières, rappelle le professeur Hamel. «Il ne faudrait pas oublier que Québec a eu son cartel du béton pendant les années 1990. Ils ont pincé le même groupe à deux reprises en l'espace de cinq ans.»

Là où Montréal a beaucoup à apprendre de Québec, c'est en matière de *look*, avancent plusieurs Montréalais en citant en exemple la fameuse promenade Samuel-De Champlain. Or Thierry Giasson rappelle que,

dix ans auparavant, Montréal a aménagé les abords du canal de Lachine avec goût. Pierre J. Hamel ajoute en outre que, lorsqu'on arrive à Québec par le sud, on doit patienter longtemps sur le boulevard Laurier, à Sainte-Foy, avant de voir de la beauté...

Le retour des Nordiques ?

D'aucuns lancent en boutade qu'un éventuel retour des Nordiques saurait placer la rivalité à la bonne place. Et qu'au bout du compte, résume Paul Ville-neuve, cette compétition, si c'en est une, est peut-être plus saine et plus positive qu'on ne le croit. «On est chanceux d'avoir deux villes aussi différentes l'une de l'autre qui sont en interaction. Parfois il y a des tensions, mais pour le caractère dynamique de la culture québécoise, c'est très important.»

Le Devoir

Deux réalités économiques bien différentes

FRANÇOIS DESJARDINS

Il est délicat de comparer l'économie de Montréal et celle de Québec, de tracer les contrastes. «Non, non, on ne fait pas ça ici», s'est fait dire *Le Devoir* par un organisme de Québec. Mais chacune des villes a ses défis, dont certains, disent les spécialistes, sont majeurs. Alors que Montréal doit composer avec des infrastructures désuètes et l'image d'une ville impossible à gérer, Québec doit continuer à s'ouvrir vers les marchés d'exportation. Problème commun: trouver des travailleurs, ici comme ailleurs.

Au cours des années 2000, les deux villes ont vécu à des rythmes différents. L'économie de Québec a crû presque deux fois plus vite que celle de la région de Montréal, frappée de plein fouet par l'impact d'un dollar élevé sur son secteur manufacturier.

Les dernières données de l'emploi sont étonnantes. Selon Statistique Canada, le taux de chômage moyen des trois derniers mois dans le Grand Montréal se situe à 8,7%. À Québec, il est à 4,7%. Celle-ci a vu le nombre d'emplois augmenter de 16% pendant les années 2000, contre 11% dans la métropole.

De nouveaux créneaux

«L'économie de Québec s'est beaucoup diversifiée», dit François Des Rosiers, professeur au département de management de l'Université Laval, spécialiste de l'économie urbaine... et originaire de Montréal.

Selon Québec International, environ 13% du Grand Québec travaille au sein de l'administration publique. Mais des créneaux se sont ajoutés: l'optique, la photonique, le multimédia, etc. Par exemple, Beenox, filiale du géant Activision qui produit des jeux vidéo dans le quartier Saint-Roch, emploie 330 personnes. À cela s'ajoute un secteur financier vibrant: le Mouvement Desjardins à Lévis, l'Industrielle-Alliance, SSQ, La Capitale, etc.

D'ailleurs, cette bonne tenue a eu un impact sur l'immobilier. Depuis cinq ans, le prix médian

d'une maison unifamiliale dans le Grand Montréal a grimpé de 38%, loin derrière la hausse de 56% observée à Québec.

Selon le Mouvement Desjardins, qui a écrit au sujet des deux villes en 2007, le nouveau pôle technologique a réduit la dépendance à l'égard de la fonction publique. Mais il y a eu un autre catalyseur: la fin des compressions gouvernementales à la fin des années 90.

Les «services moteurs»

De son côté, Montréal a vécu deux phénomènes importants. D'une part, le secteur manufacturier a perdu plus de 40 000

«Cette course à l'emploi fera sans contredit l'objet de rivalités entre les deux régions», écrit le Mouvement Desjardins

emplois de 2001 à 2006. D'autre part, toutefois, la région a bénéficié de ce que le Mouvement Desjardins appelle «les services moteurs»: services financiers, professionnels et administratifs, commerce de gros, information, culture et loisirs. En 2006, ils comptaient pour 24% de l'emploi à Québec (en baisse). À Montréal, ils représentaient 30% (en hausse).

Les services moteurs seront importants pour les deux villes. «Cette course à l'emploi fera sans contredit l'objet de rivalités entre les deux régions», a écrit le Mouvement Desjardins.

«Ce que Québec a bien fait, résume Mario Lefebvre, directeur du Centre des études municipales au Conference Board, c'est qu'elle a réussi à attirer des gens d'autres régions de la province.» Et la ville doit maintenant en faire plus pour être un centre d'attraction hors Canada. Quant à la métropole, elle devra réussir à mieux retenir ses immigrants.

Selon Michel Leblanc, président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, la métropole souffre d'une prise de décision trop morcelée. Il faut aussi que les entreprises rehaussent leur niveau de productivité et que la Ville décongestionne ses artères autour du port.

Le Devoir

Le match Québec-Montréal

Agglomérations	Québec	Montréal
Croissance du PIB réel de 2001 à 2009	+20,7%	+12,4%
Croissance de la population de 2001 à 2009	+6,4%	+7,9%
PIB réel par habitant de 2001 à 2009	+13,5%	+4,1%
Évolution de l'emploi emplois créés de 2001 à 2009	+52 900	+180 500
en %	+15,6%	+10,6%
Taux de chômage en 2009	4,9%	9,2%
Revenu personnel disponible par habitant Niveau en \$ de 2008	27 073 \$	26 746 \$
Variation de 2004 à 2008	+17,2%	+14,7%

Sources : Statistique Canada, Institut de la statistique du Québec, Conference Board du Canada et Desjardins, Études économiques

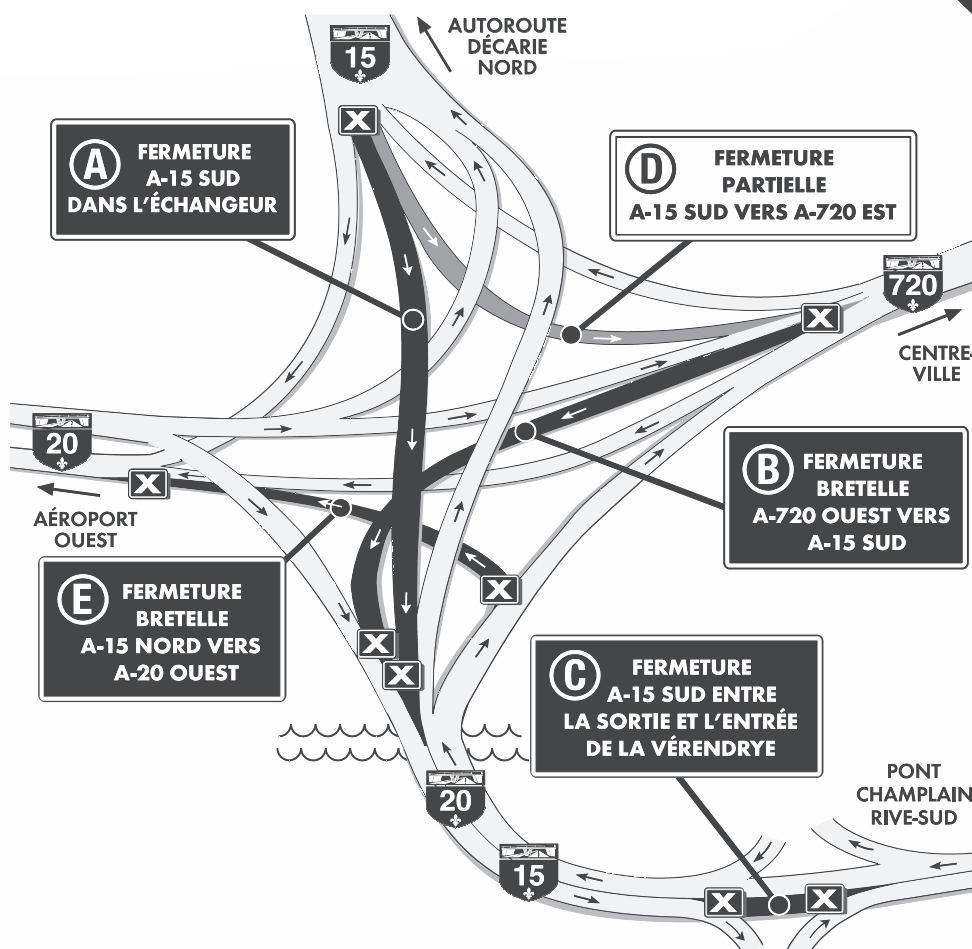


ÉCHANGEUR TURCOT

Entraves majeures du 5 au 8 novembre

SECTEUR À ÉVITER

- A** A-15 sud dans l'échangeur
 - X** FERMETURE COMPLÈTE
 - de 23 h vendredi à 5 h dimanche matin
 - L'entrée de l'autoroute 15 sud en provenance de l'avenue Girouard sera fermée de 22 h vendredi à 6 h dimanche matin.
- B** Bretelle A-720 ouest vers A-15 sud
 - X** FERMETURE COMPLÈTE
 - de 23 h 59 vendredi à 10 h samedi matin
 - En raison des conditions météorologiques, les travaux ci-dessus pourraient être reportés de 24 heures.
- C** A-15 sud entre la sortie n° 62 - Boul. De La Vérendrye / Av. de l'Église et l'entrée du boulevard De La Vérendrye
 - X** FERMETURE COMPLÈTE
 - de 23 h vendredi à 8 h samedi matin
- D** Bretelle A-15 sud vers 720 est
 - X** FERMETURE PARTIELLE (1 vole fermée sur 2)
 - de 21 h vendredi à 16 h 30 samedi
 - de 19 h dimanche à 4 h 30 lundi matin
- E** Bretelle A-15 nord vers A-20 ouest
 - X** FERMETURE COMPLÈTE
 - de 22 h dimanche à 4 h lundi matin



Composez le 511 ou
Consultez le www.quebec511.gouv.qc.ca
pour commentaires : dtim.commentaires@mtq.gouv.qc.ca

Transports Québec

ACTUALITÉS

Reconnu coupable de tentative de meurtre

« On a voulu me rendre délateur »

Benjamin Hudon-Barbeau s'en prend au travail des enquêteurs

BRIAN MYLES

Condamné à 63 mois de pénitencier, Benjamin Hudon-Barbeau a pris le rôle de l'accusateur, hier, en reprochant aux enquêteurs de l'avoir faussement inculpé de deux meurtres dans l'espoir qu'il devienne un délateur contre les Hells Angels.

Hudon-Barbeau s'est vidé le cœur après avoir été reconnu coupable de tentative de meurtre sur Vladimir Nicolas et Jean-Patrick Fleury, tous deux criblés de balles et trouvés morts dans l'escalier du Upperclub, le 24 octobre 2006. «*J'en aurais long à dire, j'aurais aimé témoigner. J'ai vécu un enfer du début à la fin de mon incarcération. On a voulu me rendre délateur*», a-t-il lancé.

A ses dires, l'enquêteur principal, Mario Lambert, aurait exercé des pressions sur lui afin qu'il témoigne contre ses présumés complices des Hells Angels dans l'opération Sharq. Lambert lui aurait même dit qu'il le savait innocent des meurtres commis au Upperclub, tout en l'avertissant qu'il ferait «*25 ans de prison*» s'il ne rejoignait le camp des témoins repentis.

Hudon-Barbeau a expliqué qu'il avait refusé ce marchandage, en s'exprimant avec aplomb

et une grande politesse. Il a salué le professionnalisme de son avocat, Pierre Poupard, du juge Boilard, et même du procureur de la Couronne, Randall Richmond. «*Je vais aller faire des années de prison qui ne sont pas les miennes en gardant la tête haute*», a-t-il dit.

Le principal intéressé n'a pu répondre à ces accusations. Mario Lambert subit présentement son procès pour avoir utilisé frauduleusement la banque de

Selon le coupable, l'enquêteur principal aurait exercé des pressions sur lui afin qu'il témoigne contre ses présumés complices des Hells Angels

renseignements des policiers au profit du monde interlope.

M^r Richmond n'accorde aucune valeur à «*j'accuse*» de Benjamin Hudon-Barbeau. Sur les conseils de son avocat, l'accusé n'a pas témoigné pour sa défense. Aucune preuve des irrégularités attribuées à M. Lambert n'a été amenée au procès, a fait valoir M^r Richmond.

Au final, le juge Boilard a retenu la suggestion de la Couronne en condamnant Hudon-Barbeau à une peine de 12 ans

de pénitencier. En calculant en double le temps passé en détention préventive, il a soustrait 81 mois à la peine.

Hudon-Barbeau se retrouve donc au pénitencier pour cinq ans et trois mois. Il sera cependant admissible à une libération conditionnelle dès le mois d'août 2012. Avant de prendre le chemin des cellules, il a lancé en direction de l'autre enquêteur au dossier, Marco Roy: «*Vous le savez que je suis innocent!*»

Dans la salle, ses proches et nombreux amis ont commencé à s'agiter, en clamant son innocence. Le père du jeune homme, Michel Barbeau, estime que le juge aurait dû prononcer un non-lieu tellement la preuve était fragile.

La décision du juge Boilard ne satisfait personne. Le père d'une des deux victimes, Roosevelt Nicolas, aurait souhaité que Benjamin Hudon-Barbeau soit condamné pour les accusations initiales de double meurtre non prémédité. «*Mon fils, il est mort. Il est enfermé dans une boîte. Et lui, il est*

coupable d'une tentative de meurtre», a-t-il dit, incrédule.

Un seul témoin

Le juge Boilard a basé sa décision sur la version d'une ex-vendeuse de drogue de la solde des Hells Angels, Kim Lamoureux, qui a changé sa version des faits à plus d'une reprise. Elle a même prétendu un moment qu'elle avait tout inventé.

Le juge attribue ces tergiversations à la peur qu'elle éprouvait.

Présente au Upperclub le soir des deux meurtres, Kim Lamoureux a entendu un premier coup de feu. En relevant la tête, elle a vu deux Noirs (les victimes) prendre leurs jambes à leur cou. Derrière eux se trouvait Hudon-Barbeau, une arme de poing à la main. Elle a vu «*deux flashes*» sortir de l'arme, à l'intérieur du bar.

Fleury et Nicolas se sont effondrés dans l'escalier extérieur. Aucune douille, ni trace de sang n'a été trouvée dans le bar, nettoyé avant l'arrivée des enquêteurs. La preuve n'appuyait pas une condamnation pour les meurtres.

Il ne fait pas l'ombre d'un doute qu'un assassin court toujours. Peu avant que la fusillade, Fleury et Nicolas ont été impliqués dans une bagarre avec des individus liés à la mafia. Ils ont été atteints de balles de deux calibres distincts, et une boucle d'oreille appartenant à l'un des mafiosi a été trouvée dans l'escalier.

«*Il a été extrêmement difficile pour nous d'amener ce procès à terme*», a dit Randall Richmond. «*Si jamais nous trouvons de la preuve pour accuser quelqu'un d'autre, ce sera fait.*»

Le Devoir

Propositions pour son IX^e congrès

L'ADQ veut changer le système parlementaire

ROBERT DUTRISAC

Québec — Pour «*rétablir la confiance*» de la population envers le pouvoir politique, thème de son IX^e congrès, l'Action démocratique du Québec propose que le Québec se débarrasse du système parlementaire britannique en optant pour l'élection au suffrage universel du premier ministre et l'abandon de la ligne de partis imposée aux députés.

«*On croit que c'est une bonne façon d'envoyer un message clair pour rétablir la confiance*», a soutenu hier le chef de l'ADQ, Gérard Deltell, qui dévoilait les propositions présentées lors du congrès adéquate qui aura lieu samedi et dimanche prochains à Granby. Le chef adéquate était flanqué du président-directeur général du parti, Christian Lévesque, et du président de la commission politique, le D^r Jean-Pierre Arcoragi, que M. Deltell a présenté comme un gestionnaire et docteur en astrophysique nucléaire.

Gérard Deltell ne craint pas les situations de cohabitation où un premier ministre élu au suffrage universel aurait à composer avec une majorité de députés d'une autre formation politique que la sienne. Les représentants de l'ADQ ont cité l'exemple des maires, qui sont élus au suffrage universel mais qui doivent parfois affronter un conseil municipal formé d'une majorité de conseillers du parti adverse.

«*Je ne vois pas ça comme une situation de blocage mais comme un défi extraordinaire à la démocratie*», a avancé Gérard Deltell. L'élection d'un premier ministre au suffrage universel figurerait au programme de l'ADQ en 2002 tandis que le parti pré-

conisait la tenue de plus de votes libres à l'Assemblée nationale dans sa plateforme électorale de 2003.

Le chef adéquate ne craint pas non plus les divergences de vues qu'encouragerait l'abolition de la ligne de parti. Les députés ne doivent pas être de simples «*machines à voter*» comme c'est le cas actuellement. «*L'ennui là-dedans, c'est que, dès qu'il y a une petite divergence, on essaie de l'étouffer*», a-t-il déploré. «*Si, dans certains cas, il y a des voix dissonantes qui se font entendre, qu'elles se fassent entendre. Il est temps d'avoir des débats politiques ouverts.*» Tous les votes seraient libres, sauf ceux qui auraient pour effet de renverser le gouvernement, tels les votes de confiance et les votes sur des mesures budgétaires.

C'est une position courageuse pour un parti qui a eu sa part de problèmes avec des positions prises par ses candidats ou députés. On pense au député de Montmagny-L'Islet, Claude Roy, qui s'était prononcé contre le registre des armes à feu au grand dam du chef Mario Dumont. Ou encore au candidat Jean-François Plante, qui avait critiqué certaines mesures de la lutte contre la violence faite aux femmes, ou cet autre candidat, Christian Raymond, qui était d'avis qu'il fallait encourager la natalité, «*sinon les ethnies vont nous envahir*». Mario Dumont avait expulsé ces deux olibrius.

Dans le cahier du participant dévoilé hier, les propositions émanant de la Commission politique du parti portent toutes sur l'éthique, la gouvernance et les règles démocratiques. On y retrouve les référendums d'initiative populaire, «*à l'exception de toute question de nature constitutionnelle*», le parti étant désormais résolument fédéraliste. On veut mettre en place une procédure de destitution des députés par les électeurs et un mode de scrutin proportionnel. On propose d'abolir l'indemnité de départ d'un député qui démissionne en cours de mandat et de destituer un député reconnu coupable d'une infraction reliée au code d'éthique, à la Loi sur le lobbying — comme c'est le cas du député de Rivière-du-Loup, Jean D'Amour — et à la Loi électorale.

Enfin, Gérard Deltell ne se formalise guère que des fondateurs du nouveau mouvement de droite Réseau Liberté-Québec, comme Joanne Marcotte, considèrent qu'aucun parti, pas même l'ADQ, ne représente la droite au Québec. «*Ce n'est pas un point de vue que je partage. On défend, nous, ces idées-là et on les défend avec honneur et enthousiasme*», a-t-il dit. Selon lui, les idées de «*centre droit*» ont un «*potentiel extraordinaire*».

Christian Lévesque a souligné que la situation de l'ADQ s'était beaucoup améliorée ces derniers mois. Le parti a remboursé ses dettes et compte quelque 12 000 membres, un nombre qui est en croissance, ce qui se compare au sommet de 15 000 atteint en 2007, a précisé le dirigeant adéquate.

Le Devoir

LES PRIX DE L'ORDRE DES PSYCHOLOGUES DU QUÉBEC

Félicitations à nos lauréats 2010

Le 29 octobre dernier, lors d'une cérémonie dans le décor symbolique du restaurant Le Parlementaire de Québec, les psychologues ont honoré trois de leurs collègues qui se sont illustrés au sein de la profession ainsi qu'un médecin exceptionnel qui a contribué à l'amélioration de la santé psychologique des Québécois.



PRIX NOËL-MAILLOUX

D^r GILLES DELISLE, PSYCHOLOGUE, a été honoré pour ses initiatives et ses réalisations visant le développement de la psychologie. Formateur et auteur chevronné, D^r DELISLE a initié de nombreux psychologues et professionnels de la santé mentale au Québec à de nouveaux modèles de psychothérapie.



PRIX PROFESSIONNEL

D^r BRIAN MORIN, PSYCHOLOGUE, a reçu un prix pour ses travaux de diffusion de l'application de la psychologie en médecine et en art dentaire. Il a aussi largement contribué à faire reconnaître les troubles de stress post-traumatique et de stress opérationnel chez les soldats canadiens.



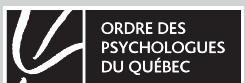
PRIX DU MÉRITE DÉCERNÉ PAR LE CONSEIL INTERPROFESSIONNEL DU QUÉBEC

D^r YVETTE PALARDY, PSYCHOLOGUE, s'est vu remettre cette distinction en reconnaissance de son apport soutenu au développement de la profession et de son ordre professionnel. D^r PALARDY a participé activement à l'amélioration de la qualité de la pratique des psychologues, notamment en rédigeant des lignes directrices.



PRIX DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE PSYCHOLOGIQUE

D^r JEAN-BERNARD TRUDEAU s'est démarqué par ses travaux sur la modernisation de la pratique professionnelle en santé mentale et en relations humaines. D^r TRUDEAU a ainsi grandement contribué à l'amélioration de la santé psychologique des Québécois en recommandant, entre autres, un meilleur encadrement de la psychothérapie.



ORDRE DES PSYCHOLOGUES DU QUÉBEC

www.ordrepsy.qc.ca

RABE

ALAIN GIROUX
HÔTEL REINE ÉLIZABETH
900, René-Lévesque Ouest
Montréal (514) 861-9138

Nous restaurons les mécanismes, les cadrans émaillés et les boîtiers d'horloge de qualité.



Depuis 1953

Nous restaurons tout...
sauf les cœurs brisés!

514 484-8332 www.themrfixit.com
4652, boul. Décarie, Montréal

Les Soirées Relations

La justice sociale au cœur de nos débats

Dans la foulée de notre dossier «*Violence et religion*» (Relations no 744, octobre-novembre 2010), nous vous convions à une soirée sur le thème :

La religion : une voix dans la lutte contre la violence

Nous poursuivons la réflexion entamée dans ce dossier en nous demandant comment la religion peut être une voix dans la lutte contre la violence et la barbarie. Comment les croyants et les croyantes luttent-ils contre la violence dans leur tradition respective? Quels seraient les fondements d'une Église libératrice qui tiendrait compte de la crise actuelle de la sacralité? Cette soirée sera l'occasion de faire la lumière sur ces questions, et de penser ainsi à nouveaux frais les rapports entre religion, violence et société.

Nous en discuterons avec :

- Guy Côté, théologien engagé parmi les exclus;
- Raymond Lemieux, professeur retraité de la Faculté de théologie et de sciences religieuses de l'Université Laval;
- Marie-Andrée Roy, professeure au Département de sciences des religions de l'UQAM et membre fondatrice de la collective L'autre Parole.

À Montréal

Le lundi 8 novembre 2010 de 19 h à 21 h 30
Maison Bellarmin, 25, rue Jarry Ouest, Montréal
(métro Jarry ou De Castelnau / stationnement à l'arrière)

Contribution suggérée: 5 \$

Renseignements : Agusti Nicolau au (514) 387-2541, poste 241
anicolau@cjf.qc.ca, www.cjf.qc.ca/soirees_relations

Les Soirées Relations sont organisées par le Centre justice et foi

De la science à la littérature



Quand ils veulent intégrer de la science à leurs écrits, tous les écrivains n'ont pas un scientifique «*sous la main*» pour s'interroger sur leur imaginaire. Et que se passerait-il s'ils l'avaient?

Une rencontre unique avec la participation de :

Martin Winckler (Marc Zaffran) auteur, médecin et chercheur invité au CREUM.

Stéphane Durand, professeur de physique (UdeM et Collège Édouard-Montpetit).

Animée par Stanley Péan, écrivain, animateur à la radio de la SRC et président de l'UNEQ.

Jeudi 11 novembre à 19 h 30

RÉSERVATIONS REQUISES :
www.coeurdessciences.uqam.ca

Téléphone : 514 987-0357



LE DEVOIR



ACTUALITÉS

La guerre à la droite est déclarée

Québec — Les syndicats déclarent la guerre à la droite. Ils fondent l'Alliance sociale pour répliquer coup pour coup à l'intoxication dont est victime la population, selon eux.

Tous les chefs des principaux syndicats du Québec étaient réunis, hier matin à Québec, pour faire une sortie qui avait des allures de front commun. Ils avaient aussi rallié les fédérations étudiantes universitaires et collégiales. Tous les coalisés veulent d'abord prendre d'assaut les consultations prébudgétaires du gouvernement, pour infléchir ses choix.

Selon le président de la Fédération des travailleurs du Québec, Michel Arseneault, il faut défendre les programmes sociaux contre la privatisation. «*Ça, c'est la différence entre les êtres humains et les animaux, a-t-il déclaré. Les animaux, quand il y en a un qui vieillit, ils le laissent mourir et ils le mangent entre eux. Nous, il faut s'occuper de notre monde, de nos jeunes, de nos étudiants, de nos vieillards.*»

Les syndicats s'opposent au groupe Réseau Liberté-Québec et au mouvement politique qui se dessine autour de François Legault et de Joseph Facal.

La Presse canadienne

Élections en Birmanie: le Canada très inquiet

Ottawa — Le Canada craint fort que les élections prévues pour le 7 novembre en Birmanie ne se déroulent dans des conditions oppressives, a déclaré hier par voie de communiqué le ministre fédéral des Affaires étrangères, Lawrence Cannon.

Le communiqué ajoute que le Canada a maintes fois exprimé ses inquiétudes quant au manque d'ouverture et de transparence du processus électoral.

Le ministère cite en exemple la promulgation de lois électorales excluant des acteurs démocratiques légitimes, la détention continue de plus de 2100 prisonniers politiques et l'exclusion d'observateurs internationaux et de journalistes étrangers.

Ottawa a demandé à la junte militaire qui dirige la Birmanie de libérer immédiatement et sans condition tous les prisonniers politiques, y compris Aung San Suu Kyi, et d'engager un dialogue véritable avec les membres de l'opposition démocratique et les divers groupes ethniques minoritaires du pays.

La Presse canadienne

J'ÉTAIS TROP JEUNE POUR VOTER, MAIS...



MARIE-HÉLÈNE TREMBLAY LE DEVOIR

ILS ÉTAIENT TROP PETITS pour remplir un bulletin de vote lors du référendum sur l'indépendance du Québec de 1995, ils ont donc pris la parole hier soir au théâtre Plaza, à Montréal. Organisée par de jeunes indépendantistes, la soirée j'aurais voté oui mais j'étais trop petit a souligné les 15 ans du dernier vote sur la question nationale en mettant de l'avant de jeunes orateurs de moins de 33 ans. Le poète Danny Plourde, lauréat du prix Félix-Leclerc et membre du groupe Les Fidel Castrol, est monté sur scène pour laisser libre cours à sa verve politique.

EN BREF

John Baird prend les rênes de l'Environnement

Le leader du gouvernement à la Chambre des communes, John Baird, reprend les rênes du ministère de l'Environnement, a annoncé hier soir le

premier ministre Stephen Harper. Le député d'Ottawa-Ouest-Nepean prendra ainsi la place de Jim Prentice, qui a remis sa démission jeudi pour se joindre à la Banque CIBC. John Baird a été ministre de l'Environnement en 2007 et 2008. Il était notamment en poste lors de la conférence de Bali sur la deuxième phase du protocole

de Kyoto. À l'été 2007, les trois partis d'opposition et des groupes écologistes ont demandé sa démission. Il a également été critiqué quelques mois avant son passage au ministère des Transports pour avoir affirmé que le Canada possédait le meilleur plan de lutte contre les changements climatiques «au monde». — Le Devoir

Saguenay, ville de photojournalisme

Le festival Zoom photo se déroule pendant tout le mois

LISA-MARIE GERVAIS

Saguenay — Saguenay, capitale du photojournalisme? Et pourquoi pas. C'est le «modeste» pari que font les organisateurs du festival de photojournalisme Zoom photo, en cette première édition amorcée le 3 novembre et qui durera tout le mois. Il faut dire qu'avec la qualité des 13 expositions présentées en sept lieux partout dans Saguenay et les bons conseils prodigués en coulisse par Jean-François Leroy, fondateur de Visa pour l'image, le plus grand festival international de photojournalisme qui a lieu chaque année à Perpignan, en France, c'est plutôt bien parti pour Zoom photo. «Je m'attendais à une bonne participation pour la première semaine, mais c'est vraiment au-dessus de mes attentes», s'est réjoui le président du festival, Michel Tremblay. Le but est de faire de Saguenay la rencontre annuelle de tous les photojournalistes et de tous les amateurs de photos. On a ce projet et on sent la volonté de tout le monde, que ce soit au niveau politique ou corporatif.» Et le public suit aussi.

Jacques Nadeau, porte-parole

Jacques Nadeau, photographe depuis 20 ans pour *Le Devoir* et qui est témoin, caméra au poing, de l'actualité du Québec et d'ailleurs depuis bien plus longtemps encore, est le porte-parole de ce festival très couru à Saguenay. La Pulperie de Chicoutimi accueille une série de photos qu'il a piquées dans près de 30 ans d'archives, ainsi que l'exposition *World Press*, qui fait le tour du monde et s'est arrêtée au bord du fjord en cours de route. Pour la plupart situés le long de la rue Racine, d'autres lieux fascinants, dont un concessionnaire automobile réaménagé en salle d'exposition, des galeries d'art, un cégep et le hall d'une tour d'affaires, hébergent des photographies sur le tremblement de terre haïtien (*Haiti à viv*, coordonnée par Normand Blouin) et sur les réfugiés climatiques, exposition que balade partout au Québec le photojournaliste et collaborateur du *Devoir* François Pesant. Des noms comme ceux de Roger Lemoine, Dimitri Beck, Eric Côté circulent également dans la ville comme de joyeuses rumeurs. Et celle voulant qu'il y ait une 2^e édition du festival Zoom photo est presque déjà confirmée.

Le Devoir

www.artisan-du-store.ca

*50%

de rabais ou installation gratuite

Stores sur mesures

*Bois ou PVC

Horizontaux ou Verticaux

couleurs et teintes à votre choix

OPAQUES ou SOLAIRES

- Tolles à rouleau
- Stores romains
- Panneaux coulissants
- Persiennes
- Tolles opaques ou solaires sur mesure pour verrières

INSTALLATION GRATUITE



L'Artisan du Store

Fabriqué au Québec
Service à domicile
GRATUIT

Région de Montréal

514 231-8677

Laval et Rive-Nord

450 627-3716

Longueuil et rive-sud

450 445-9829

Région de Trois-Rivières

819 696-8677

Région de Québec

418 654-8677

Décoration
Claude
Bouchard

2362, Beaubien E,
Montréal (Qc)



Prolongation
jusqu'au
7 novembre
8
JOURS
EXCEPTIONNELS



VOS RÊVES DE DÉCORATION À DES PRIX EXCEPTIONNELS

MONTRÉAL - 505 Avenue du Président Kennedy
Tél. 514-350-9070 - montreal@roche-bobojs.com

LAVAL - Quartier Laval - 660 Boulevard Le Corbusier, L7
Tél. 450-688-6000 - laval@roche-bobojs.com

TORONTO - 101 Parliament Street
Tél. 416-366-3273 - toronto@roche-bobojs.com

Jean Paul
GAULTIER

rochebobojs
PARIS
50 ans de créations



OFFICE
DE CONSULTATION PUBLIQUE
DE MONTRÉAL

UN DROIT ET UN DEVOIR

**Consultation
publique
sur la Charte
montréalaise
des droits
et responsabilités**

SÉANCES D'INFORMATION
15 AU 17 NOVEMBRE 2010
À 19H00

DÉPÔT DES MÉMOIRES
13 DÉCEMBRE 2010
À 19H00

1550, rue Metcalfe - 14^{ème} étage (Metro Peel)
514 872-3568
www.ocpm.qc.ca



ACTUALITÉS

MAIRES «La rivalité existe davantage pour les gens de Québec que pour ceux de Montréal, sauf que là, c'est peut-être moins sûr. Je nous sens un peu plus dérangeants.»

SUITE DE LA PAGE 1

«C'est sûr que pour les bien-pensants et les observateurs, c'est quelque chose d'un peu inhabituel, de dire le principal intéressé à propos de sa semaine. Mais allez dans la rue. Je suis encore révolté, révolté devant l'inertie des bureaucraties et le manque d'égards pour les payeurs de taxes. Je suis encore révolté, je ne suis pas encore assez contaminé.»

Si on se prêtait à un jeu de télé-réalité en échangeant les maires pendant une semaine ou un mois, Isabelle Hudon croit que, transposées à Québec, les qualités de Gerald Tremblay pourraient s'avérer de sérieux handicaps. Or l'inverse serait également vrai pour Régis Labeaume, précise-t-elle. «Je me demande si Régis Labeaume pourrait vraiment survivre à Montréal. Dans le Montréal actuel et avec l'appareil public qu'on connaît, Régis Labeaume aurait peut-être besoin de body guards», dit-elle à la blague.

Pour Winnie Frohn, du Département d'études urbaines de l'UQAM, Québec est en train de reculer pour ce qui est de la santé démocratique. «À Montréal, il y a une approche parlementaire, un certain respect de l'opposition et on s'attend à ce qu'ils aient une opinion différente sur tous les sujets», avance-t-elle en suggérant que cela est peut-être lié au fait que Gerald Tremblay est un ancien ministre, tout comme l'ancien maire de Québec, Jean-Paul L'Allier.

Deux réalités

Reste que la présence de partis d'opposition et de groupes de pression prompts à la contestation rend ardue la mise en œuvre de projets d'envergure dans la métropole, qu'il s'agisse du quartier Griffintown, des deux centres hospitaliers, de la rue Notre-Dame ou de l'échangeur Turcot, sans compter ceux qui sont morts au feuillet, comme le nouveau casino. «Dans ce sens, les Montréalais devraient s'inspirer de Québec et éviter de vouloir le consensus total à tout prix», signale Isabelle Hudon. Je l'ai vécu avec le projet Bonaventure. C'est impossible de viser le consensus complet et total. Je pense que c'est la plus grande force à Québec, c'est d'être capable d'accepter de ne pas plaire à tout le monde.»

Winnie Frohn qui, dans son ancienne vie était conseillère municipale à Québec dans l'ancien parti de Jean-Paul L'Allier, soutient au contraire que ce genre d'opposition est très sain. «Heureusement que certains projets ont été bloqués!» lance-t-elle à propos du projet de casino, du Cirque du Soleil et de Griffintown. «Ils ont été bloqués parce que les groupes et les quartiers concernés et le département de santé publique ont agi. Les projets qui en sont sortis étaient plus intéressants que ce qui était prévu au départ. C'est mieux d'aller plus lentement et d'avoir de bons projets que d'aller trop vite!» Une chose est certaine: le style Labeaume s'est révélé plus populaire que celui de son vis-à-vis. Le dernier coup de sonde sur sa popularité attribuée au maire de Québec pas moins de 87 % d'appuis. Or neuf ans après son élection en 2001, le dernier sondage n'attribue à Gerald Tremblay que 19 % d'appuis.

Professeur au groupe de recherche sur l'innovation municipale de l'INRS, Pierre J. Hamel

avance pour sa part que l'opposition et le débat sont garants de l'éthique en politique municipale. «Un code d'éthique, ça n'a pas de vertus opératoires propres», fait-il valoir, en soulignant que ça prend «une forte opposition et le regard des médias qui scrutent les dossiers constamment» pour que le code ait «force de loi».

Quelle rivalité?

Lorsqu'on leur demande ce qui les inspire le plus dans la ville de l'autre, les deux maires offrent des réponses attendues. Gerald Tremblay évoque la beauté de Québec à travers les fresques réalisées par les marginaux sous l'autoroute Dufferin, la place du Parlement et surtout la promenade Samuel-De Champlain qui, souligne-t-il, est aussi une réussite... montréalaise.

«C'est une réalisation de la firme Daoust-Lestage, une firme montréalaise qui a réalisé le Quartier international et travaille présentement sur le Quartier des spectacles», explique-t-il. Pour Montréal, qui veut donner de plus en plus accès au fleuve, c'est un bel exemple à suivre. C'est une grande réussite.»

Outre le fait qu'il envie à Montréal son club de hockey, Régis Labeaume s'intéresse au projet du Quartier des spectacles. «Si ça finit bien et que ça ne coûte pas trop cher, c'est le genre de chose qui m'attire», dit-il.

Originaire de Montréal mais professeur en communications à Québec, Thierry Giasson trouve ridicule la soi-disant rivalité entre les deux villes, ces dernières étant trop différentes pour être comparées. Pour lui, Gerald Tremblay et sa ville sont les victimes d'un contexte politique.

Ancien ministre conservateur responsable de Montréal dans le gouvernement de Stephen Har-

per, Michael Fortier trouve aussi que le mandat fort qu'a obtenu Régis Labeaume lors du scrutin de 2009 lui accorde une marge de manœuvre beaucoup plus confortable que son collègue de Montréal. «De plus, Montréal est beaucoup plus complexe à gérer de par sa taille et la composition de sa population. La majorité des nouveaux immigrants arrivent à Montréal, ce qui requiert des services et une ponction sur le budget de Montréal, mais Québec n'a pas ces défis», rappelle-t-il.

Pierre Delorme, professeur au Département d'études urbaines et touristiques à l'UQAM, croit pour sa part que la rivalité entre les deux villes concerne davantage les Québécois que les Montréalais. «À Montréal, les gens se fichent de Québec», dit-il. Une affirmation que le maire de Québec ne contredit pas: «Honnêtement, je pense qu'elle [la rivalité] existe davantage pour les gens de Québec que pour ceux de Montréal, sauf que là, c'est peut-être moins sûr. Je nous sens un peu plus dérangeants qu'autrefois.»

Pour le professeur Delorme, la vraie rivalité, c'est entre Montréal et le gouvernement du Québec qu'elle se vit. «[Le gouvernement du Québec impose des méthodes de structures et de gestion et Montréal est coincée avec ça]», note-t-il en rappelant, entre autres, l'épisode des fusions-défusions.

De quoi peut-être expliquer ce scepticisme qui semble coller à la métropole quand on la compare à la capitale. «À Québec, il y a beaucoup de rêves», concède Winnie Frohn depuis Montréal. «La population a besoin de rêver, et ça, Régis Labeaume le fait bien. Ce serait bien de sentir aussi à Montréal qu'il y a des rêves.»

Le Devoir



REUTERS

Les Haïtiens ont eu peur, même s'ils sont habitués aux ouragans.

HAÏTI

SUITE DE LA PAGE 1

dans le sud-ouest et le nord-ouest du pays. Les Haïtiens ont eu peur, même s'ils sont habitués aux ouragans, a indiqué la porte-parole d'Oxfam en Haïti, Julie Schindall, jointe à sa demeure dans la capitale, où elle s'est abritée hier. «Ils se sentent plus vulnérables cette fois» en raison de la situation du pays, 1,3 million de personnes ayant perdu leur toit. En général, il n'y a toutefois pas eu de destructions importantes de bâtiments, précise Leonard Doyle, porte-parole de l'Organisation internationale pour les migrations. «Jusqu'ici, on s'en tire plutôt bien» de ce côté.

Léogâne, à l'ouest de Port-au-Prince, a été fortement ébranlée par les pluies abondantes: des zones ont été inondées jusqu'à un niveau de 1,5 m, selon l'organisme Care Canada. Dans cette ville où 90 % des maisons ont été rasées par le séisme, de nombreuses familles qui avaient dû se trouver un nouveau toit ont fui à nouveau, vers des terres plus élevées. «Nous attendons que la tempête soit passée. Il n'y a rien d'autre à faire», a confié à l'Associated Press Johnny Joseph, 20 ans, abrité sous de simples couvertures. A Jérémie et à Anse d'AINAULT, toujours dans le sud-ouest du pays, la mer a envahi certains quartiers. Port-au-Prince a été moins touchée, si bien que les tentes des camps de réfugiés ont tenu le coup.

Même si les pluies ont diminué au cours de la journée d'hier, l'alerte rouge est maintenue sur l'ensemble du pays. Le président d'Haïti, René Prével, a demandé aux citoyens de demeurer vigilants lors d'un point de presse. «Les fortes pluies et rafales de vent de l'ouragan Tomas, provoquant de dangereux glissements de terrain et de fortes inondations, pourraient encore aggraver l'épidémie de choléra», qui sévit sur Haïti depuis deux semaines. Le président a ajouté qu'une aide massive serait apportée aux citoyens «lorsque la situation sur les routes le permettrait». Des ponts et des routes ont été endommagés par les intempéries.

Les autorités ont continué à évacuer des quartiers à risque. Plusieurs n'étaient pas d'accord avec le déplacement et ont résisté. «J'ai peur qu'en cas de départ [les autorités] ne détruisent l'endroit. Je n'ai pas d'argent pour me payer une maison ailleurs», a confié Clarice Napoux, 21 ans, qui vit avec son conjoint sur un terrain de football de Pétionville. Selon un rapport de l'ONU, près du tiers des 1268 camps de réfugiés ont été fermés par la force ces derniers mois, puisqu'ils se trouvaient sur des terrains privés.

En plus de détruire des maisons, des routes et des ponts, les inondations dans l'ouest du pays menacent la santé des Haïtiens. «Si l'eau est mal drainée, ça crée des mares d'eau stagnante, a expliqué Julie Schindall, d'Oxfam. Même si elles n'ont que quelques centimètres de profondeur, elles permettent la prolifération des bactéries.» Les cours d'eau risquent ensuite d'être contaminés. «Notre travail au cours des prochains jours va être d'encourager les gens à ne boire que de l'eau potable. Dans les camps humanitaires de Port-au-Prince, les gens sont beaucoup plus sensibilisés que dans les régions rurales.» Le choléra, qui se contracte par ingestion d'eau ou de nourriture infectée, pourrait notamment se répandre plus rapidement si l'approvisionnement en eau se compliquait par les déplacements de la population.

Trois crises en moins de 10 mois — le séisme, le choléra et l'ouragan Tomas: le pays sollicite plus que jamais l'aide internationale cette année. Pour que cesse cette dépendance à l'aide étrangère, il n'y a qu'une solution, selon Julie Schindall. «Il faut améliorer les infrastructures ici — les routes, les hôpitaux, les habitations — pour qu'on n'ait pas besoin d'une réponse internationale à chaque problème.»

La République dominicaine, voisine d'Haïti, a élevé son niveau d'alerte de jaune à rouge dans huit provinces, en prévision du passage de l'ouragan. Toutes les écoles de l'île d'Hispaniola étaient fermées hier, selon Reuters. Rappelons que l'ouragan Tomas a causé la mort de 14 personnes la semaine dernière dans l'île de Sainte-Lucie. La tempête a également touché plus faiblement certaines provinces cubaines hier.

Le Devoir

D'après l'Associated Press, l'Agence France-Presse et AlterPresse-Haïti

EN LIBRAIRIE DÈS MAINTENANT

l'état du monde 2011

La fin du monde unique

312 pages • 24,95 \$

Boréal
www.editionsboreal.qc.ca

CULTURE «L'État n'a pas le choix d'être le premier partenaire du milieu culturel»

SUITE DE LA PAGE 1

députés de «se borner pour le présent» au contrôle des journaux, bien que «les yeux soient les pires agents».

Dans le Québec rétrograde de l'avant-guerre, l'État se fait un devoir de protéger et de promouvoir la langue et la culture canadienne-française. Mais quand l'État lève le doigt, c'est souvent pour interdire, proscrire et dire au bon peuple de quelles nourritures intellectuelles se nourrir. Le carcan protecteur et paternaliste du législateur étouffe encore l'exercice et la diffusion de l'art sous toutes ses formes.

En 1909, on interdit l'accès des salles de cinéma aux chastes yeux des enfants. En 1928, l'incendie meurtrier du Laurier Palace sert de prétexte à étendre cet interdit aux jeunes de 16 ans. Et ce, même si à l'époque l'âge légal du mariage est toujours de 12 ans pour les filles et de 14 ans pour les garçons!

Puis de censeur, l'État se fait soudain protecteur d'un passé glorieux. Québec adopte une loi sur la conservation des monuments historiques en 1922. Au fédéral, une première loi sur le droit d'auteur voit le jour en 1921, reconnaissance embryonnaire de la valeur commerciale de la création artistique.

Si un vent de changement commence à souffler sur un Québec encore frileux, ébranlé dès 1948 par la sortie du manifeste *Refus global*, il faudra plusieurs années avant que l'onde de choc qui électrifie les milieux culturels atteigne la scène politique.

C'est à Ottawa que se créent les premiers grands organismes publics à vocation culturelle: la Canadian Radio Broadcasting Commission en 1936, qui déploie son antenne à Montréal en 1952, l'Office national du film (ONF) en 1939, la Bibliothèque nationale en 1952, puis le Conseil des arts en 1957.

Curieusement, analyse Denis Vaugeois, ex-mi-

nistre de la Culture de 1978 à 1981 dans le gouvernement Lévesque, c'est du fédéral qu'ont émané les premières institutions qui ont nourri la prise de conscience de l'importance de la chose culturelle au Québec. «Ce qui a sauvé le secteur culturel au Québec à l'époque, c'est le Conseil des arts, l'ONF, Radio-Canada, qui ont été des pépinières de créateurs incroyables. La Révolution tranquille n'a pas été spontanée, mais le fruit d'une lente évolution», pense l'ex-ministre péquiste.

Il faudra attendre 1961 pour que le gouvernement libéral de Jean Lesage crée le premier ministère des «Affaires culturelles». «Le gouvernement a l'intention de faire de la province de Québec le centre de rayonnement de la culture française en Amérique. [...] La création d'un ministère des Affaires culturelles est une nécessité vitale», clame Jean Lesage, qui en confie les rênes à Georges-Émile Lapalme, premier délégué du Québec à Paris.

Doté d'un budget de 2,7 millions, le ministère n'aura cependant jamais les moyens de ses ambitions culturelles. Déçu, Lapalme démissionne. Son successeur, Pierre Larocque, ébauchera le livre blanc, esquisse d'une première véritable politique culturelle au Québec qui ne verra toutefois jamais le jour.

Sous Bourassa, Jean-Paul L'Allier, nommé ministre de la Culture en 1975, lance un livre vert prônant l'intégration d'une «conscience culturelle» au sein de tout l'appareil étatique. «Le gouvernement Bourassa s'intéressait peu à la culture, et on nous le reprochait beaucoup d'ailleurs. La culture, c'était comme les vèpres, on n'y allait pas tout le temps!» soutient aujourd'hui l'ex-ministre et ex-maire de Québec.

Denis Vaugeois juge que les réels efforts de démocratisation de l'accès à la culture n'ont été déployés que sous le gouvernement Lévesque. «Les artistes se pensaient au pouvoir et affiaient aux portes du parlement. Avec Parizeau au Conseil du trésor, il y en avait de l'argent pour la

culture», soutient l'ex-ministre.

Se développent alors un premier réseau de bibliothèques publiques et de musées d'État. «La réalité, c'était qu'à part Montréal et quatre ou cinq autres villes, il n'y avait pas de livres dans la plupart des villes et villages de plus de 5000 habitants!» constate Vaugeois.

Création du Musée de la civilisation de Québec, intégration des arts à l'architecture (appelée politique du 1 %) en 1981, Loi sur les musées nationaux en 1983, l'État québécois tisse lentement la toile d'un réseau culturel en pleine croissance.

Pour Lisa Frulla, ministre de la Culture dans le gouvernement Bourassa de 1989 à 1994, et ministre du Patrimoine au fédéral de 2002 à 2004, l'adoption de la Loi sur le statut de l'artiste en 1987, suivie d'une politique du livre et du patrimoine, marque un tournant important. «On a mis fin à l'image voulant que les créateurs soient considérés comme des amuseurs publics», relate Lisa Frulla.

Au moment où certains s'inquiètent de voir Ottawa retirer ses jetons du soutien au rayonnement des artistes outremer, Lisa Frulla réjère la nécessité d'un engagement constant de l'État envers la culture. «L'État n'a pas le choix d'être le premier partenaire du milieu culturel. Ce qui se passe à Ottawa est très inquiétant», déplore-t-elle.

Près de 50 ans après la naissance du ministère de la Culture, le Québec alloue aujourd'hui environ 660 millions par année au secteur culturel. De censeur, l'État est-il devenu censeur, réel protecteur de la culture? «À mon avis, aucun gouvernement n'a encore réussi à intégrer la culture à l'ensemble de son action. La majorité des budgets va dans le béton, mais que dépense-t-on dans la réelle création, dans le sang qui coule dans les veines de créateurs?» opine Jean-Paul L'Allier.

Chose certaine, le Québec est toujours la seule entité gouvernementale en Amérique du Nord à être dotée d'un ministère de la Culture en bonne et due forme.

Le Devoir



100 ans
de regards
sur l'information

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390